

106

9 A 6

9 A 6

Francis Hargrave.

HISTOIRE

DE SE QUI S'EST PASSÉ

POUR L'ÉTABLISSEMENT

DUNE RÉGENCE EN ANGLETERRE

EN 1788 ET 1789.

Par M. L. DUTENS,

HL

*Historiographe du Roi de la Grande Bretagne, Receveur d'Elfdon en
Northumberland, de la Société Royale de Londres, et de l'Académie
Royale des Inscriptions et Belles Lettres de Paris.*

TROISIÈME ÉDITION.

*M. Dutens
d'après un MS.
1812. aged
83.*



À LONDRES:

CHEZ J. WALTER, 1791.

HISTOIRE

DES OUTREMERES

1782

PAR M. L. DUTENS

1782

PAR M. L. DUTENS

PAR M. L. DUTENS



LONDON
Printed by W. B. ...

AVERTISSEMENT NECESSAIRE.

CE qu'on va lire est l'histoire des choses telles qu'elles se sont passées & écrites exactement à mesure qu'elles sont arrivées.

L'Auteur n'est d'aucun parti, mais il connoît plusieurs personnes dans les deux partis. Ils s'est contenté de recueillir fidèlement ce qu'il voyoit & entendoit des deux côtés, sans épouser les opinions de l'un ni de l'autre.

Il se flatte de s'être exprimé avec précision ; en sorte qu'avant de le relever sur une expression, il prie le Lecteur de bien examiner & peser les
termes

termes dont il s'est servi, relativement aux dates, aux circonstances, & à ceux dont il rapporte les discours & les opinions.

Il a cru de son devoir de transmettre à la postérité, avec toute l'exactitude possible, un des plus fâcheux événements, des plus extraordinaires, et des plus intéressants qui puissent arriver dans un gouvernement constitué comme celui de la Grande-Bretagne.

Cet événement étoit d'un si grande importance, pour toute l'Europe, & pour la Grande-Bretagne, que l'Auteur a cru devoir se servir de la langue la plus répandue pour le faire mieux connoître.

HISTOIRE

De ce qui s'est passé pour l'établissement d'une Régence en Angleterre, en 1788 & 1789.

LE vingt-quatre Oôtobre mille sept cent quatre-vingt huit, le roi eut un lever à Saint James, où il ne se rendit que pour faire cesser la nouvelle qui s'étoit répandue qu'il étoit dangereusement malade, & qui avoit beaucoup contribué à faire baisser les fonds publics.

La raison de cette influence sur les fonds publics étoit que le roi, ayant été fort indisposé depuis son retour de Cheltenham, avoit eu occasion de consulter souvent son médecin le Chevalier Baker.

1788

24. Oct.

Il arriva précisément un mois avant cette époque, que le Chevalier Baker, qui avoit besoin de réaliser une somme considérable, avoit ordonné à son courtier de change de vendre ce qu'il avoit dans les fonds. Cette vente, faite dans le tems que l'on croyoit le roi très-mal, donna crédit à l'opinion qu'il étoit en danger & occasionna la baisse des fonds*.

Le roi, étant instruit de cet incident, s'empressa de se montrer en public, quoiqu'il ne se portât pas bien alors, & par là augmenta son mal. Il ne resta qu'un quart-d'heure au lever, parut fort inquiet des bruits qui s'étoient répandus, & cependant se plaignit qu'il ne se trouvoit pas bien.

1. Nov.

Il fut annoncé ensuite, dans la gazette de la cour du premier Novembre, que la reine tiendrait cercle le six du même mois. Mais dans cet intervalle, la fièvre du roi augmenta, et fut accompagnée d'une grande agitation et
de

* Il fut prouvé que l'idée du Chevalier Baker de vendre dans les fonds étoit fort antérieure au commencement de la maladie du Roi.

de symptômes inquiétans. Le cinquième
Novembre au soir la santé de sa Majesté
parut empirer, & le jeudi au matin, jour an-
noncé pour le cercle, un courrier arriva de
Windsor, où étoit la cour, pour faire savoir
que le cercle n'auroit pas lieu.

5. Nov.

6. Nov.

Il y avoit alors quinze jours que duroit cet
état facheux de la santé du roi; déjà le
prince de Galles s'étoit rendu auprès de son
pere, & les symptômes de la maladie se
trouvant devenir plus alarmans, le chance-
lier avoit été mandé, et après avoir été re-
tenu à Windsor vingt-quatre heures, étoit
revenu à Londres. Le docteur Heberden &
le docteur Warren furent immédiatement
consultés. On fit venir ensuite le docteur
Reynolds, & tous furent d'avis que le roi
étoit attaqué d'un dérangement de cerveau,
sans qu'aucun prétendît en pouvoir assigner
la cause.

7. 10.
2. Le 9. 10.

En général on disoit que le roi, ne se trou-
vant pas bien au commencement de l'été, le
chevalier Baker lui avoit prescrit d'aller boire
les eaux de Cheltenham, avec des précau-
tions indiquées; que le roi, qui n'écoutoit

pas beaucoup les avis des médecins, n'avoit pas tenu compte de ceux du chevalier Baker, & que, contre le régime observé aux eaux, il en avoit trop bu, avoit fait beaucoup d'exercice, & pris peu de nourriture. D'autres attribuoient ce funeste accident à une éruption rentrée & portée au cerveau : La négligence de changer d'habits, après avoir été mouillé, avoit arrêté la transpiration & produit ce malheureux effet.

Toute la semaine du 2 au 9 de Novembre se passa dans une fermentation extraordinaire à Londres & aux environs. On ne voyoit que couriers sur le chemin de Windsor. Les amis de M. Fox & de l'opposition se donnoient les plus grands mouvemens pour augmenter cette fermentation, & M. Fox se trouvant alors en Italie, on lui dépêcha un courier pour hâter son retour.

Dans la nuit du 9 au 10 du même mois, le roi eut une crise violente, accompagnée d'un si grand délire, que l'on crut qu'il n'avoit pas une heure à vivre. Le bruit se répandit, le lundi 10, qu'il étoit mort, & il est

est difficile d'imaginer une consternation aussi vive & aussi profonde que celle qui étoit empreinte sur les visages de tout le peuple en général. Je me promenai ce jour là pendant trois heures dans la ville, & je n'ai jamais remarqué un abattement aussi sensible, que celui dans lequel je vis alors tout le peuple de Londres & de Westminster. M. Pitt passa la journée à Windsor.

Le parti opposé à l'administration actuelle redoubla alors d'espérance & d'activité. — C'étoit le tems où la noblesse étoit à la campagne, ceux qui étoient en ville écrivoient à leurs amis de s'empresse à se rendre dans la capitale. Le duc de Portland, le duc de Devonshire*, lord Carlisle, lord North, lord Stormont, lord Loughborough, enfin tous les principaux personnages du parti, vinrent à Londres & y appellerent leurs amis & leurs créatures. On voyoit briller sur le front de

B 3

ces

* Le duc de Devonshire fut celui qui se pressa le moins de venir, et qui, dans cette circonstance, montra le plus de modération et de sagesse.

ces derniers une joie* qui sembloit annoncer l'espoir presque assuré de leur entrée dans la possession de toutes les places du gouvernement.

Leur confiance étoit fondée sur ce que le prince de Galles s'étoit montré toujours ouvertement leur appui. L'état du roi exigeoit, disoient-ils, qu'il fût déclaré régent du royaume, & selon eux le premier usage qu'il ne pouvoit manquer de faire de son autorité, seroit de renvoyer M. Pitt & ses amis, pour faire place à M. Fox & aux siens.

Tout ceci arrivoit au moment d'une époque remarquable. Le parlement étoit prorogé au 20 de Novembre, mais avec l'intention de la part du roi & du ministère de le proroger de nouveau jusqu'au 22 Janvier, tems auquel il étoit décidé qu'il devoit s'assembler pour délibérer sur les affaires publiques.

Cependant

* Je n'entends pas parler ici d'une joie causée par la maladie du roi; je suis bien éloigné d'imputer à qui que ce soit un sentiment aussi odieux.

Cependant l'administration s'empressoit à nourrir dans l'esprit du public l'espérance que la guérison de sa majesté étoit probable & prochaine, pendant que le parti de l'opposition se montrait encore plus actif à répandre dans la nation l'idée que le roi étoit dans un état de démence incurable & désespéré. — Chacun raisonneit suivant ses espérances & ses craintes, & il régnoit un choc général de fausses nouvelles & d'opinions contraires.

D'un autre côté, le prince de Galles paroïssoit être affligé du fâcheux état de son pere, & de la douleur excessive de la reine, pour laquelle il avoit toujours témoigné jusqu'alors un profond respect & un attachement sincère. Livré à ces sentimens, il ne sembloit pas donner d'encouragement aux espérances des amis de M. Fox, qui s'assembloient tous les jours ouvertement, dispoïent entre eux des emplois, & paroïssent ne pas avoir le moindre doute sur les conséquences de la mort, ou de l'aliénation d'esprit du roi.

20. Nov.
le 24. 17.
en part.
ne bien
prognos.

Selon les loix du royaume, le parlement étant convoqué pour le 20 Novembre ne pouvoit pas être prorogé sans une commission expresse du roi. Les ministres actuels ne pouvoient pas non plus prendre sur eux de faire signer au roi une telle commission ; en sorte que le parlement se trouvoit naturellement & nécessairement assemblé. La conjoncture étoit infiniment délicate : l'usage avoit toujours été que la rentrée du parlement se fît par une harangue du roi, en personne, ou par commission, & que les ministres y proposassent, par son ordre, les affaires sur lesquelles ils devoient délibérer ; mais dans cette circonstance, aucune de ces mesures ne pouvoit être suivie. Il paroissoit d'ailleurs qu'il eût été d'une indécence trop odieuse aux yeux de la nation d'agiter publiquement & sitôt la question de l'état fâcheux du roi ; d'autant plus que ses médecins ne pouvoient, ni ne vouloient, donner une opinion positive sur un sujet aussi important, & dans un si court espace de tems,

Pour obvier aux inconvéniens qui pouvoient résulter d'une démarche trop précipitée,
& pro-

& probablement aussi pour donner le tems à M. Fox de revenir en Angleterre, & prendre son avis, il fut convenu dans le parti de l'opposition, quelques jours avant l'assemblée du parlement, que l'on acquiesceroit à la proposition que le ministère actuel devoit faire, d'ajourner le parlement à la huitaine, ou même à un tems plus éloigné, afin de pouvoir, dans cet intervalle, constater mieux la situation du roi. L'opposition se reservoit, après un certain tems écoulé, de faire les plus grands efforts pour obtenir en plein parlement les preuves de la démence du roi, ainsi qu'une déclaration formelle de la nomination du prince de Galles à la régence, avec toutes les prérogatives de la royauté, & sans conseil.

En attendant le jour où le parlement devoit s'assembler, deux questions agitoient fortement les esprits : l'une sur la nature de la maladie du roi ; l'autre sur ce qu'il y avoit à résoudre dans une circonstance sans exemple dans les annales de l'histoire d'Angleterre.

Quant à la première, les uns prononçoient hardiment, en termes trop peu convenables pour

pour être rapportés, que son esprit étoit aliéné, sans espoir de rétablissement*, & que ce mal étoit héréditaire dans la famille de sa mere. Calomnie injuste & atroce, qui se détruisoit d'elle-même par la recherche de la vérité; en effet le seul exemple que l'on citoit dans la cour de Saxe-Gotha, se rapportoit à une princesse mariée dans cette famille, mais qui n'en étoit pas.

La circonstance où se trouvoit le gouvernement étoit à la vérité sans exemple, mais on en citoit d'analogues. Quoique l'assemblée d'un parlement par le général Monk en 1610, (afin de rétablir les Stuart sur le trône,) ne le fût guere, on ne laissoit pas de l'alléguer. La convocation d'un parlement par le prince d'Orange en 1688, pour chasser les Stuart du trône, présentoit plus d'analogie à la situation présente. En 1688, le trône d'Angleterre

* Six semaines après que le roi tomba malade, plusieurs habiles médecins, qui ne voyoient pas sa Majesté, mais qui étoient bien informés des symptomes de son mal, me dirent qu'il étoit occasionné par une fièvre au cerveau, et que le roi recouvreroit sa raison à mesure que la fièvre diminueroit. Ce fut aussi l'opinion du Dr. Willis, aussi tôt qu'il vit le roi, et l'événement justifia ce pronostic.

gleterre se trouvoit vacant par la fuite de Jacques II, & précisément dans le même tems, en 1788, on jugeoit qu'il étoit vacant, aussi long-tems que le roi se trouveroit dans l'incapacité de l'occuper. Dans les deux cas, il y avoit un héritier apparent, un prince de Galles, & des héritiers présomptifs; mais avec cette différence bien essentielle, que le fils de Jacques II étoit un enfant qu'il avoit entraîné dans sa fuite; & qu'au contraire le prince de Galles étoit sur les lieux, depuis long-tems en âge, & capable de tenir les rênes du gouvernement. Cette dernière considération contribuoit à lever bien des difficultés. Il restoit à examiner si le parlement pouvoit s'assembler *pour délibérer sur les affaires publiques*; on regardoit cette clause comme devenue nécessaire par l'usage où l'on étoit depuis long tems de l'insérer dans les prorogations du parlement; l'omission qui en avoit été faite dans la dernière, occasionnoit quelques opinions discutées avec chaleur, mais qui n'étoient d'aucun poids.

La loi avoit pourvu à ce qu'il pût y avoir une assemblée légale du parlement dans tous les

lès cas, excepté dans celui-ci, qui étoit bien imprévu; elle portoit même que si le roi venoit à mourir dans un tems d'absence, ou de minorité de l'héritier apparent, & qu'à cette époque le parlement se trouvât dissous, tous les membres du dernier parlement devoient se rassembler, & seroient réputés composer une assemblée légale du parlement; à plus forte raison la présente assemblée, convoquée par l'ordre du souverain pour un jour indiqué, étoit elle légale & nécessairement obligée de procéder à l'examen de la situation critique où se trouvoient l'état & la nation.

Le 20 Novembre, le parlement s'étant assemblé, l'orateur de la chambre des communes ouvrit la séance, en observant que comme il n'y avoit point de commission pour proroger le parlement, il étoit de son devoir de demander à la chambre s'ils vouloient qu'il occupât le siège du président? Tous les membres de la chambre, d'une voix unanime, répondirent oui. Alors M. Pitt se leva, & représenta à la chambre, " qu'une circonstance malheureuse avoit indispensablement rendu nécessaire cette assemblée,

" sans

“ sans la notification usitée.—Cette circon-
 “ stance étoit l'état fâcheux de la santé du
 “ roi, qui avoit mis les ministres de sa ma-
 “ jesté dans l'impossibilité de recevoir ses
 “ ordres. Cette chambre se trouvoit assen-
 “ blée à présent dans une conjoncture tout-
 “ à fait singulière ; & dans cette situation déli-
 “ cate, il se flattoit que tous les membres s'ac-
 “ corderoient à penser qu'il ne falloit pas pro-
 “ céder immédiatement à la considération des
 “ affaires publiques, mais qu'on devoit
 “ s'ajourner à la quinzaine ; & qu'alors si
 “ les prières & les vœux de la nation n'avoient
 “ pas obtenu du Ciel le retour de la
 “ santé du roi, la chambre pourroit s'occu-
 “ per de ce qu'il seroit nécessaire de faire, &
 “ considérer quelles mesures devroient être
 “ adoptées. Il espéroit que la chambre se-
 “ roit alors aussi nombreuse qu'il la voyoit
 “ en ce moment, afin de donner plus de
 “ poids & de solemnité à leurs conseils. Il
 “ soumettoit à leur décision, la question de
 “ savoir si les membres de la chambre seroi-
 “ ent comptés à la prochaine assemblée, &
 “ jugeoit qu'il seroit à propos, pour sup-
 “ pléer en quelque sorte au défaut d'une
 “ procla-

“ proclamation, que celui qui la présidoit
“ fût enjoint d'envoyer des lettres circu-
“ laires aux sherifs des provinces, pour re-
“ quérir la présence de tous les membres de
“ la chambre des Communes.”

M. Pitt remit alors les trois propositions
suivantes au président, qui les présenta sé-
parément à l'assemblée.

1°. Que cette chambre soit ajournée d'au-
jourd'hui en quinze jours.

2°. Que les membres de la chambre soient
comptés ce jour-là. (*Manière pressante de les
assembler tous*).

3°. Que le président de la chambre adresse
des lettres circulaires aux sherifs des diffé-
rentes provinces, pour requérir la présence
des membres de cette chambre.

Ces trois propositions furent approuvées,
& l'assemblée se sépara.

Dans

Dans la chambre des pairs, le chancelier parla dans le même esprit, & la séance se passa à peu près de même que dans la chambre basse.

Une grande agitation eut lieu pendant les quinze jours qui s'écoulerent jusqu'à celui de l'ajournement. On savoit que le chancelier & M. Pitt alloient souvent à Windsor, & qu'ils avoient séparément de fréquentes conférences avec le prince de Galles; mais on ignoroit quel en étoit le sujet & le résultat. Le prince ne parloit point d'affaires d'état à M. Pitt: il paroissoit seulement que son altesse royale se conduisoit alors avec toute la prudence convenable à la position difficile dans laquelle il se trouvoit. On avoit encore moins de raison de juger qu'il changeroit immédiatement le ministère, s'il falloit nécessairement, & pour le bien de l'état, en venir à adopter cette mesure, & qu'il fût déclaré seul régent. Cette sage conduite du prince n'alarmoit pas peu les partisans de l'opposition, & ne les empêchoit pas de former des conjectures. " Ils disoient
" que son altesse royale avoit de tels en-
" gagemens

“ gagemens avec M. Fox & ses amis, qu'ils
 “ ne voyoient pas comment elle pouvoit
 “ éviter de les nommer à l'administration
 “ des affaires; mais que, retenue par la sup-
 “ position de la guérison possible du roi, &
 “ pour ne pas indisposer la nation par le
 “ renvoi précipité d'un ministre qui avoit
 “ si bien mérité sa confiance, elle retarderoit
 “ peut-être de quelques mois une résolu-
 “ tion qui pourroit paroître trop pressée,
 “ mais qui ne pouvoit manquer tôt ou tard
 “ d'être mise en exécution. D'un autre
 “ côté, ils craignoient que le prince n'en-
 “ visageât différemment les choses, dans
 “ une situation aussi nouvelle; & qu'accou-
 “ tumé à voir souvent M. Pitt, il ne se trou-
 “ vât peu à peu disposé à se servir de lui.”

L'idée du public, que le prince pourroit
 tenter de former une coalition de tous les
 partis, étoit rejetée bien loin par les amis de
 M. Fox; ils ne pouvoient pas se persuader
 que M. Pitt consentît à agir comme minist-
 tre, sans avoir la nomination des emplois, &
 ils ne pensoient pas que son altesse royale
 voulut, en le gardant, lui donner lieu de
 fortifier

fortifier son intérêt parlementaire au préjudice de ceux qui s'étoient dévoués à elle sans réserve. Ils jugeoient d'ailleurs qu'une coalition de ces deux ministres étoit absolument impraticable : Comme César & Pompée, l'un vouloit être le premier, & l'autre ne pourroit jamais se plier à être le second. Chacun pretendoit, ou rester avec ses amis, ou entrer avec les siens, & il n'étoit pas possible, d'après ce principe, de les satisfaire tous deux. Le chancelier seul, disoit-on, pouvoit être admis à rester dans le ministère; il n'étoit pas bien avec M. Pitt depuis quelque tems; & soit qu'il eût été fondé là-dessus, ou non, l'opposition croyoit qu'il ne feroit aucune difficulté d'agir avec M. Fox, ni d'adopter son plan d'administration.

Pendant que chacun s'occupoit de ces raisonnemens, M. Fox arriva d'Italie, le 24 Novembre au matin. Le courier envoyé après lui, l'avoit trouvé à Bolonia dans le dessein d'aller à Rome; il rebroussa chemin sur-le-champ, & fit 330 lieues en neuf jours de tems.

24. Nov.

La présence de M. Fox sembla donner une nouvelle vie au parti de l'opposition. Ils n'avoient plus le moindre doute que le prince de Galles ne fût déclaré seul régent, & qu'il ne changeât immédiatement les ministres; chaque jour étoit marqué par de nouvelles conférences, dans lesquelles ils se partageoient toutes les places du gouvernement. M. Pitt lui-même, selon-eux, avoit trop d'esprit pour ne pas sentir qu'il ne devoit pas hésiter un moment à résigner. “ Comment pourroit-il
 “ nourrir la pensée de proposer au parlement
 “ d'établir un conseil de régence? Le prince,
 “ sans former aucune prétention, n'avoit
 “ qu'à se refuser à faire partie d'une régence
 “ ainsi constituée; l'administration actuelle
 “ oseroit-elle l'exclure d'une place à laquelle
 “ sa naissance & les circonstances lui don-
 “ noient un droit incontestable? Ne feroit-
 “ ce pas révolter les esprits, & indisposer
 “ tout le peuple Anglois contre l'administra-
 “ tion actuelle?”

D'un autre côté, les ministres étoient fort embarrassés: ils se trouvoient en possession du pouvoir, & s'appercevoient bien que l'on travailloit

travailloit à le leur ôter. Le prince de Galles, il étoit vrai, ne s'expliquoit pas ouvertement sur ses intentions; mais le chancelier avoit de longues & fréquentes conférences avec son altesse royale, & cela ne laissoit pas que de les inquieter. Rien n'étoit si naturel en apparence que de voir l'héritier de la couronne consulter le plus habile & le premier magistrat du royaume dans une telle circonstance; mais on savoit que le prince étoit disposé en faveur de M. Fox & de ses amis, & l'on craignoit que le chancelier, mécontent de M. Pitt, brouillé même, disoit-on, avec lui, ne fût assez porté à se tourner vers un parti qui lui tendoit le bras, & qui desiroit de fortifier, par un si solide appui, l'édifice qu'ils tentoient d'élever. A ces inquiétudes & ces craintes, M. Pitt pouvoit opposer une administration de cinq ans, couverte de gloire & de succès; l'état florissant & prospère auquel il avoit élevé la nation après une guerre ruineuse; une conduite éclairée, irrépréhensible, & la confiance d'un peuple juste & reconnoissant, prêt à lui donner les plus fortes preuves de son attachement: étayé par de si fermes soutiens,

il pouvoit bien, sans déceler une ambition coupable, vouloir conserver le pouvoir qui lui avoit été confié, & dont il avoit fait un si bon usage. Il pouvoit aussi compter sur la majorité des voix dans le parlement pour faire passer les mesures qu'il proposeroit, & sur le consentement presque unanime de la nation entière. Il étoit difficile de le forcer dans ces retranchemens; mais aussi, en voulant s'y maintenir, il couroit risque d'occasionner une confusion affreuse, & de jeter peut-être, sans le vouloir, les semences d'une guerre civile. Tel étoit l'état des choses (au moment de la rentrée des deux chambres après leur ajournement) relativement à l'intérieur du gouvernement. Jettons à présent un coup-d'œil sur ce qui se passoit sur le continent.

La cour de Londres n'avoit jamais eu une plus grande considération au-dehors que celle dont elle jouissoit au moment où le roi tomba malade. La révolution qu'elle avoit opérée en Hollande lui donnoit la plus grande influence dans les affaires de cette république, & la puissance maritime de l'Angleterre se trouvoit, par cette nouvelle alliance, comme augmentée de toutes les forces de la Hollande.

Les

Les derniers traités avec le roi de Prusse rendoient cette situation presque inébranlable, sur-tout dans les circonstances où se trouvoient toutes les puissances de l'Europe.

La cour de France, entièrement occupée du rétablissement de ses finances, & déchirée au-dedans par des divisions intestines, ne vouloit, ni ne pouvoit prendre part aux querelles qui agitoient les puissances du Nord & du Levant; le traité de commerce, qu'elle avoit fait avec l'Angleterre, étoit si avantageux à cette nation, qu'elle n'avoit point à craindre de voir sa tranquillité troublée de ce côté-là. Les deux monarques aimoient & vouloient la paix; ils s'estimoient mutuellement; & sans agir de concert ils tendoient si bien au même but, dans les négociations qui se formoient pour arrêter le progrès de la guerre allumée dans le Nord, que l'Angleterre n'eût pas mieux servi la France, quand même elle eût agi de concert avec elle.

L'Espagne étoit, pour ainsi dire, subordonnée à l'influence de la cour de Versailles, & travailloit, mais lentement, selon l'usage de

cette cour, à faire un traité de commerce avec l'Angleterre.)

Le Portugal & les puissances d'Italie étoient dans la meilleure intelligence avec la Grande-Bretagne, dont l'amitié leur est utile, sans en avoir rien à craindre.

L'Empereur, depuis son avènement au trône, avoit paru peu heureux dans ses entreprises; ses tentatives pour le rétablissement de la navigation de l'Escaut, & pour l'échange de la Baviere, n'avoient pas donné une idée favorable des mesures qu'il prenoit pour faire réussir ses projets, & la guerre dans laquelle il se trouvoit engagé avec la Porte Ottomane ne lui promettoit pas une issue glorieuse.— Obligé par ses traités avec l'impératrice de Russie, de lui fournir un corps auxiliaire contre les Turcs, il avoit préféré d'agir lui même offensivement contre cette puissance, dans l'espérance que les succès, qui devoient résulter de l'union des deux empires, lui procureroient les plus grands avantages. Mais la campagne de 1788 trompa son attente; il commença par perdre le tiers de son armée
par

par les maladies & des attaques infructueuse de postes, & finit par se tenir sur la défensive. Ce prince étoit mécontent de ce que le roi d'Angleterre, comme électeur de Hanovre, se fût opposé à l'échange de la Bavière, mais cela ne regardoit pas la cour de Londres, & dans l'embarras où il se trouvoit, il dissimuloit son dépit.

Le roi de Prusse, en paroissant n'avoir eu en vue que de rétablir le prince d'Orange dans ses droits légitimes, avoit essentiellement travaillé à ses propres intérêts. Il en étoit résulté pour lui une alliance étroite avec les cours de Londres & de la Haye, qui servoit à le tranquilliser du côté de la France, & lui inspira, peut-être, la confiance avec laquelle il menaça la cour de Copenhague de faire marcher une armée dans le Holstein, si elle envoyoit, contre le roi de Suede, les forces auxiliaires qu'elle s'étoit engagée par ses traités de fournir à la Russie, en cas de guerre contre la Suede. Cette démarche du roi de Prusse fut accompagnée des offres de sa médiation pour terminer la guerre suscitée par le roi de Suede, & suivie des mêmes offres

de la part de la cour de Londres, & à peu près dans le même langage. L'impératrice de Russie, qui avoit juste sujet de se plaindre de l'agression du roi de Suede, refusa l'intervention des deux cours avec dignité, & ne cacha pas qu'elle sentoît, comme elle le devoit, l'indécence d'une médiation proposée les armes à la main.

Sa majesté Prussienne sembloit vouloir aussi profiter de l'embarras où se trouvoient les deux cours impériales, pour diminuer, s'il étoit possible, l'influence de la cour de Pétersbourg dans les affaires de Pologne; il excitoit sous-main les Polonois à soutenir leur indépendance, & faisoit des préparatifs de guerre pour favoriser, en apparence, les délibérations de la diette de cette république, mais dont on ignoroit la véritable fin.

La situation de la cour de Londres, relativement à celle de Pétersbourg, étoit extrêmement délicate. De tout tems les ministres Anglois, qui avoient le mieux aperçu les véritables intérêts de leur patrie, avoient jugé qu'il ne pouvoit y avoir d'allié
plus

plus naturel pour la Grande-Bretagne que la Russie; & de tout tems la plus grande harmonie avoit subsisté entre ces deux puissances. L'impératrice de Russie avoit même offert d'assister l'Angleterre au commencement de la guerre d'Amérique; mais on ne reçut pas, comme on eût dû le faire, une proposition aussi amicale. Quelques autres dégoûts que donnerent alors les ministres Anglois à l'impératrice, la porterent à former le plan de cette fameuse neutralité armée, à laquelle elle persuada toutes les cours de l'Europe d'acquiescer. Ce ne fut pas là une des moindres difficultés que l'Angleterre eut à surmonter dans le cours de cette longue guerre, aussi en a-t-elle toujours su mauvais gré à la Russie. En 1787, le traité de commerce qui se négocioit entre les deux nations fut rompu, parce que l'impératrice desiroit que la neutralité armée fût partie du traité, ce que l'Angleterre disoit ne pouvoir accorder. Cet attachement à un principe, que la cour de Londres regardoit comme hostile, contribuoit déjà à refroidir les deux cours, lorsque la Porte Ottomane déclara la guerre à la Russie. L'ambassadeur d'Angleterre à la Porte fut
accusé

accusé d'avoir excité le Divan à cette résolution ; les ministres du roi nierent qu'il eut reçu la moindre instruction à cet effet, & ne vouloient pas convenir qu'il eût osé faire une telle démarche sans la participation de sa cour. L'impératrice de Russie, & ses ministres, ne laissèrent pas d'en croire ce que l'on en écrivoit de Constantinople. Quelques transactions particulieres & publiques, relatives à des munitions pour cette guerre, avoient encore augmenté le mécontentement de la cour de Peterbourg, lorsque l'Angleterre, conjointement avec le roi de Prusse, offrit sa médiation pour suspendre les effets du ressentiment de l'impératrice contre l'injuste & brusque attaque du roi de Suede.— J'ai déjà dit comment sa majesté impériale reçut cette offre ; c'étoit au moment de son refus que le roi d'Angleterre tomba malade.

A l'exposition de ce tableau des affaires étrangères & domestiques, on voit combien il étoit nécessaire qu'il y eût un guide qui pût prendre en main les rênes du gouvernement. Il arrivoit des couriers du continent sur des objets importans, & l'on ne pouvoit
donner

donner aucune réponse décisive aux ministres étrangers; les affaires publiques se multiplioient dans l'intérieur du royaume, au point de répandre la confusion dans tous les départemens; plusieurs des ministres du cabinet même, convenoient qu'il importoit au bien public de ne pas différer plus long-tems à prendre des mesures pour suppléer au vide de l'administration.

Quelques jours avant la rentrée du parlement, toutes les plumes des écrivains politiques furent employées pour faire valoir les raisons des deux partis. Un point très-important les divisoit: la maniere d'établir la régence. Les amis de M. Fox soutenoient positivement que le prince de Galles devoit être déclaré seul régent. “ Il étoit l'héritier
 “ apparent, en âge & capable de régner; les
 “ conseils de régence n'avoient jamais été in-
 “ stitués que pour mieux assurer la succession
 “ à l'héritier légitime en tems de minorité;
 “ & dans ces cas mêmes on avoit toujours
 “ vu naître des effets pernicieux de la puis-
 “ sance du souverain ainsi divisée. Les mi-
 “ nistres actuels, en proposant de former un
 “ conseil

“ conseil de régence, n'avoient d'autre but
 “ que d'y placer leurs créatures, & de con-
 “ server leurs emplois & leur autorité.—
 “ Cette idée étoit regardée comme un at-
 “ tentat contre le rang, les droits & la dig-
 “ nité du prince ; comme une preuve de l'am-
 “ bition démesurée de ceux qui se trouvoient
 “ avoir le pouvoir entre les mains, & qui ne
 “ voyoient pas d'autre moyen de le retenir.”

3 Les raisons qu'alléguoient les ministres
 étoient fondées, “ sur le respect & la fidélité
 “ dus au roi, qui ne permettoient pas que
 “ pendant un mal d'aussi courte durée, on
 “ lui enlevât, en quelque façon, la couronne
 “ pour la mettre sur la tête de son fils ; car
 “ on regardoit la nomination du prince seul
 “ à la régence, comme une prise de posses-
 “ sion du trône. La situation présente étoit
 “ sans exemple à la vérité, on pouvoit ce-
 “ pendant en trouver d'analogues ; c'étoit
 “ ici un roi, hors d'état de régner pour le
 “ présent, mais il y avoit encore espérance
 “ qu'il pourroit un jour recouvrer l'usage
 “ de sa raison ; on devoit donc l'envisager,
 “ au moins pour quelque tems, comme dans
 “ un

“ un état de minorité; & par l'établisse-
 “ ment d'une régence composée du prince
 “ de Galles, de personnes de la famille
 “ royale, & autres attachées à sa majesté, il
 “ étoit du devoir du parlement de lui assurer
 “ la facilité de reprendre en main le timon
 “ des affaires, quand il plairoit à la Provi-
 “ dence de le rendre aux vœux de son peu-
 “ ple. Il étoit, non seulement de la déli-
 “ cateſſe du prince, mais de sa prudence
 “ même, de ne pas desirer d'être déclaré trop
 “ promptement seul régent. On sentoît
 “ bien que, vu les engagemens qu'il avoit
 “ pris de bonne heure, il ne pouvoit guere
 “ se dispenser alors de congédier les minis-
 “ tres de son pere, pour mettre ses propres
 “ amis à leur place; & quelle douleur pour
 “ le roi, si quelques mois après, revenant à
 “ lui même, il trouvoit ses mesures changées,
 “ son administration renversée, & ses amis
 “ éloignés de lui? Ne convenoit-il pas à
 “ son altesse royale de ne pas ambitionner
 “ encore un pouvoir qui l'exposoit à l'in-
 “ convenient d'occasionner un tel déplaisir
 “ au roi, & de se préparer par-là, à lui-
 “ même, une source abondante de regrets?

“ La

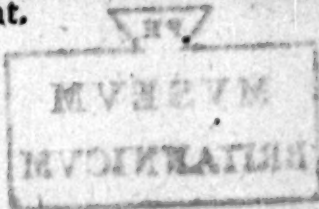
“ La bienséance & les loix accordoient un
 “ certain tems avant que de prononcer
 “ sur des cas semblables; auroit-on moins
 “ d’égards pour un roi aimé de ses peuples,
 “ que l’on n’en a pour un simple particulier?
 “ En différant un peu, l’on feroit toujours
 “ à tems de changer l’établissement de la
 “ régence, selon l’exigence des conjonctures,
 “ & de transférer plus décemment, à la
 “ personne du prince, un pouvoir que l’on
 “ accordoit devoir lui appartenir, mais à
 “ une époque plus reculée.”

3. Dec. Le 3 Décembre, les cinq médecins, Baker, Warren, Reynolds, Pepis, Addington, qui avoient traité le roi, prêterent le serment, & furent examinés séparément devant le conseil-privé. La première question fut *si le roi étoit en état de venir au parlement, & de vaquer aux affaires publiques?* Ils répondirent: *non, pour le présent.* A la seconde, *s’il y avoit apparence que sa majesté pût se rétablir?* Ils dirent unanimement que l’on pouvoit avec raison espérer sa guérison, & que la plus grande probabilité étoit en sa faveur. La troisième question fut: *sur quoi ils fonderoient leur opinion?* Ils répon-

répondirent, sur leur expérience & le rapport des médecins des hôpitaux où se traitoit la même maladie, lequel étoit que la plus grande partie de leurs malades guérissent. Le docteur Addington, qui avoit eu le plus de pratique à cet égard, dit que depuis cinq ans qu'il avoit traité un grand nombre de malades dans le même genre, il les avoit tous guéris, excepté seulement ceux qu'il avoit jugé incurables dès les premiers jours; il ajouta qu'il en avoit même guéri quelques-uns qui avoient été malades deux ou trois ans avant d'entrer dans son hôpital. A la quatrième question: quand ils croyoient que le roi pût être guéri? Leur réponse fut: qu'il étoit impossible de limiter le tems. Il n'y avoit point de règle pour déterminer la durée de ce mal.

Le 4 Décembre le parlement fit sa rentrée; les dépositions des médecins furent lues, & un ajournement fut proposé dans chaque chambre pour le lundi suivant. M. Pitt ajouta qu'il feroit ce jour-là une motion pour que la chambre des Communes nommât un comité, afin de faire des recherches de tous les exemples dans l'histoire d'Angleterre, qui pouvoient être en quelque façon applicables au cas présent.

A. Bee.



L'opinion

L'opinion des médecins : que la plus grande probabilité étoit en faveur du rétablissement du roi, sembloit devoir faciliter les mesures de l'administration actuelle. Ses partisans ne doutoient pas que si M. Pitt proposoit de nommer une régence composée, il ne réussît à la faire passer en parlement. Mais il s'éleva là-dessus une difficulté presque insurmontable. Les amis de M. Fox (que le prince en ce moment voyoit assez souvent) s'empresserent de publier que son altesse royale étoit résolue de ne pas accepter une régence composée & limitée; qu'on verroit si les ministres auroient la hardiesse de proposer une forme de gouvernement, auquel elle déclaroit ne vouloir prendre aucune part? " On ne desiroit pas d'autre
 " preuve du dessein pernicieux qu'ils avoient
 " de s'emparer de tout le pouvoir, & de
 " former une espece d'aristocratie, qui ne
 " feroit rien moins qu'une subversion totale
 " de la constitution."

Soit que cet obstacle & ces raisons eussent produit quelque effet sur l'esprit du chancelier, & pour éviter aussi la confusion, qui ne pouvoit

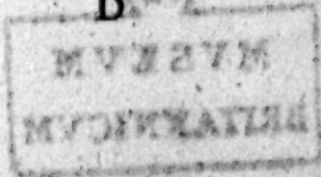


pouvoit manquer de naître de l'opposition des ministres aux desirs du prince, il fut décidé qu'ils acquiesceroient à la nomination de son altesse royale, comme seul régent. — Cela fait, l'administration actuelle n'avoit rien de mieux à faire que de se retirer, & d'attendre un tems plus favorable pour rentrer dans les affaires.

Cette mesure sembloit la plus sage & la plus avantageuse au bien de la nation. Le rétablissement du roi, annoncé comme certain par les médecins, présageoit aux ministres une retraite aussi courte, qu'elle étoit honorable; & le chancelier, par cette conduite, détruisoit les conjectures faites sur sa disposition à agir de concert avec M. Fox. Il parut même qu'il s'étoit réconcilié avec M. Pitt, & que leur avis avoit beaucoup contribué à la résolution que prenoient les ministres de quitter doucement la partie pour le bien de la paix; non sans avoir pourvu, préalablement, à tout ce qu'il convenoit d'établir dans le parlement, avant leur retraite.

D

Cepen-



Cependant deux nouveaux médecins avoient été appelés auprès du roi, Gisborne & Willis. Le dernier s'étoit livré uniquement depuis 28 ans à traiter le genre de maladie dont sa majesté étoit atteinte, & dès les premiers jours il parut concevoir de fortes espérances.

P. Dec.

Le lundi, 8 décembre, lord Stafford dans la chambre des pairs, & M. Pitt dans la chambre des communes proposèrent que les médecins fussent examinés par un comité de chaque chambre séparément. L'opposition ne s'attendoit pas à cette proposition qui leur fermoit la bouche sur ce sujet. M. Fox lui-même avoit donné à entendre, le jeudi précédent, " que l'examen des médecins par le
" conseil-privé ne lui paroissoit pas satisfaisant; qu'il étoit de la dignité de la
" chambre de ne rien décider que d'après
" un examen fait par elle-même, & que
" dans les occasions où la délicatesse & le
" devoir ne pouvoient se concilier, il étoit
" nécessaire que l'une cédât à l'autre."—
Afin d'éviter les débats que cette insinuation pouvoit occasionner, & pour prévenir
un

un examen tumultueux & indécent devant une aussi grande assemblée, sur un point aussi délicat, M. Pitt proposa qu'un comité de vingt-une personnes examinât les sept médecins, & fît un rapport de leur opinion à la chambre. Sa proposition & la liste des vingt-un membres qu'il présenta parurent si raisonnables, que l'on n'eut rien à objecter de part ni d'autre. Il y eut quelques débats dans la chambre des pairs sur cette question; mais enfin on tomba d'accord d'adopter le même plan pour l'examen des médecins; le lendemain la liste des vingt-un Pairs fut, comme celle de la chambre des Communes, formée des principales personnes de chaque parti.

La raison qui faisoit desirer à l'opposition un autre examen, étoit que l'on regardoit celui du conseil-privé comme partial, & le résultat fondé sur des questions dictées par le cabinet. Pour invalider l'affirmation des médecins; *que la plus grande partie des malades, attaqués des mêmes symptômes dont le roi étoit affligé, guérissoit*; les amis de M. Fox vouloient leur demander, si une bonne

partie de ceux qui guériffoient ne retomboit pas dans le même état ; & il étoit aisé de sentir où tendoit cette question ; mais ils la couvroient du prétexte de leur devoir envers la nation, qui ne leur permettoit pas de rien omettre dans une transaction aussi essentielle, & tellement importante au bonheur & à la tranquillité des trois royaumes.

Ce qui impatientoit le plus le parti du prince de Galles, étoit la réserve de M. Pitt avec son altesse royale, & le mystère que faisoit l'administration sur ce qu'elle avoit dessein de proposer relativement à la régence. On convenoit des deux côtés que le prince devoit être seul régent ; mais les ministres vouloient limiter son autorité ; & les autres déclaroient que le prince étoit résolu de ne pas admettre la moindre restriction à son pouvoir. Deux points paroissoient intéressans à obtenir pour les ministres, avant de se retirer, savoir que le régent ne pût créer de pairs, pour augmenter l'influence de son parti dans la chambre haute, & diminuer celle du roi, & qu'il ne pût dissoudre le parlement ;

lement* ; au contraire, il importoit à l'opposition que le prince fût libre sur ces deux points. Ils trouvoient aussi à redire que M. Pitt n'eût jamais fait part à son altesse royale des mesures qu'il se proposoit de suivre, & M. Pitt s'excusoit, en disant que le prince, loin de l'avoir en aucune manière encouragé à s'ouvrir avec lui, avoit non-seulement affecté de ne lui jamais parler d'affaires d'état quand il avoit été à Windsor ; mais l'avoit même traité avec une froideur rebutante.

Le 10 décembre, le comité de la chambre des communes fit à la chambre un rapport de l'examen des médecins, plus favorable encore que celui qui avoit été fait devant le conseil-privé, & M. Pitt proposa ensuite de nommer un autre comité pour recueillir, dans l'histoire d'Angleterre, les exemples applicables en quelque sorte à la situation présente. Là-dessus M. Fox se leva, “ non
“ pour s'opposer, dit-il, à cette proposition,

D 3

“ quoiqu'il

* L'opposition croyoit en ce moment que M. Pitt desiroit prévenir la dissolution du Parlement, mais on verra par la suite, qu'il ne craignoit point cette mesure.

“ quoiqu’il n’en vît pas la nécessité, puis-
 “ qu’en effet il n’y avoit personne dans la
 “ chambre qui ne fût assez instruit pour sa-
 “ voir qu’il n’existoit point d’exemple appli-
 “ cable au cas présent; mais pour observer
 “ qu’existant un prince de Galles en état de
 “ régner, il n’étoit pas besoin de délibéra-
 “ tions du parlement sur ce sujet, & que son
 “ altesse royale avoit *dès-à-présent* autant de
 “ *droit d’exercer immédiatement le pouvoir du*
 “ *roi, pendant le tems de son incapacité, que si*
 “ *le roi n’existoit plus.*”

M. Pitt répondit avec vivacité à cette as-
 fertion, “ qu’il traita de *trahison envers la*
 “ *constitution* du royaume, & soutint au con-
 “ traire que, jusqu’à ce que le parlement
 “ eût investi le prince du pouvoir exécutif,
 “ & le lui eût confié comme un dépôt pour
 “ le souverain & la nation, le prince de Galles
 “ n’avoit pas plus le droit d’en faire usage
 “ que quelque autre individu que ce fût.”

M. Fox se leva pour expliquer la propo-
 sition qu’il avoit avancée, il répéta les termes
 dont il s’étoit déjà servi, & les interpréta.—

“ Il ajouta qu’il doutoit si, dans la situation
 “ présente, ils formoient un parlement ou
 “ une convention; que de quelque façon
 “ que l’on envisageât cette assemblée, les
 “ deux chambres, ne pouvant faire une loi
 “ sans la concurrence de la troisième bran-
 “ che de la législation, pouvoit encore moins
 “ s’arroger le droit de nommer, déclarer,
 “ élire ou régler le pouvoir exécutif de ce
 “ royaume.”

M. Burke, en termes pleins de véhémence
 & de chaleur, recommanda la modération
 dans une circonstance aussi critique, & taxa
 M. Pitt d’être un des compétiteurs du prince
 de Galles. M. Pitt traita cette accusation
 d’indécence, “ & observa que long-tems
 “ avant, M. Somers avoit avancé dans cette
 “ chambre que personne ne pouvoit exercer
 “ l’autorité royale, sans l’aveu du parle-
 “ ment, & qu’aucun membre alors ne
 “ s’étoit avisé de l’accuser d’être compéti-
 “ teur de Guillaume III.”

Le jeudi, 11, on lut à la chambre des *11. Dec.*
 pairs le rapport de l’examen des médecins,

après quoi lord Camden, président du conseil, proposa de nommer un comité pour consulter les exemples applicables au cas présent. “ Il prit connoissance de ce qui
 “ s’étoit passé la veille dans la chambre
 “ basse, & sur-tout de la nouvelle doctrine
 “ mise en avant par M. Fox, qu’il condam-
 “ na comme absurde & contraire à la con-
 “ stitution ; il soutint à peu près dans les
 “ termes de M. Pitt, que le prince de Galles
 “ n’avoit pas plus de droit à l’autorité de
 “ régent, durant la vie du roi, sans l’aveu
 “ du parlement, qu’aucun autre sujet dans
 “ la domination de la Grande-Bretagne.”

Lord Loughborough, premier juge des *plaid's communs*, se leva pour combattre l’opinion de lord Camden ; “ il avança que, se-
 “ lon les loix & la constitution d’Angle-
 “ terre, l’héritier apparent du trône avoit
 “ droit à être seul régent du royaume ; que,
 “ selon la loi, le roi & le prince ne faisoient
 “ qu’une seule & même personne ; que sou-
 “ tenir le contraire c’étoit la même chose que
 “ dire que le prince, qui étoit au-dessus de
 “ tous les sujets, pouvoit avoir des égaux
 “ par

“ par une régence composée, ou des supé-
 “ rieurs par une régence dont il seroit
 “ exclus. Il insinua qu'en songeant à
 “ priver son altesse royale de ses droits, on
 “ s'exposoit à l'obliger de recourir aux
 “ moyens de les faire valoir ailleurs. Il
 “ observa que le sort de l'Irlande étoit en-
 “ veloppé dans cette importante question,
 “ & que l'on courroit risque, en rejetant
 “ l'opinion qu'il présentoit, de voir ce roy-
 “ aume d'un avis opposé à la décision de
 “ l'administration britannique.”

Le chancelier répondit au discours de lord
 Loughborough, en commençant par dire,
 “ que son opinion étoit contraire aux loix
 “ & à la constitution du royaume. Tout
 “ ce qu'il avoit avancé étoit fondé sur un
 “ faux principe. Personne ne nioit le droit
 “ héréditaire du prince de Galles au trône,
 “ mais il y avoit une grande différence entre
 “ le droit au trône & le droit à la régence.
 “ Il chargeoit de prouver que dans le cas
 “ d'incapacité absolue de la part du Sou-
 “ verain, la loi étoit que les deux autres par-
 “ ties de la législation devoient procéder à
 “ remplacer

“ remplacer ce vide, fansque pour cela la
 “ premiere branche du gouvernement de-
 “ vînt élektive. Il prioit les pairs d’observer
 “ que, quoique dans une situation très-
 “ fâcheuse, le roi étant cependant plein de
 “ vie, la couronne lui appartenoit encore, et
 “ que par conséquent aucun pouvoir sur la
 “ terre ne pouvoit la lui ôter légalement. Il
 “ osoit dire que cette maxime avancée : que
 “ le roi & le prince ne faisoient qu’une seule
 “ & même personne, étoit fausse, & ne pou-
 “ voit être appuyée, ni par la loi, ni par la
 “ raison. Il en faisoit juge la noble assem-
 “ blée devant laquelle il parloit. Son altesse
 “ royale, quoiqu’héritier de la couronne, n’en
 “ étoit pas moins un sujet, subordonné aux
 “ loix, comme tout autre sujet ; étoit-ce là
 “ faire une même personne avec le roi ? Pour
 “ ce qui regardoit le droit qu’on attribuoit
 “ au prince de pouvoir prendre posses-
 “ sion du gouvernement, il étoit destitué
 “ de tout fondement légal ou constitution-
 “ nel. Une telle doctrine exposeroit l’état
 “ aux conséquences les plus dangereuses ;
 “ qu’en effet, dans le cas où le roi seroit at-
 “ taqué d’une fièvre, (qui ôte souvent à
 “ l’homme l’usage de raison), l’héritier ap-
 “ parent,

“ parent, selon cette maxime, se trouveroit
 “ autorisé à s'emparer du pouvoir exécutif,
 “ pourroit former un autre parlement,
 “ changer toute l'administration, & dé-
 “ ranger entièrement le gouvernement.—
 “ Pouvoit-on imaginer un principe plus
 “ alarmant & plus destructif? Si le prince
 “ devoit être élu, ou non, seul régent, c'étoit
 “ un point à prendre en considération ci-
 “ après; quant à présent, il se bornoit à sou-
 “ tenir qu'aucune loi, aucun exemple, dans
 “ l'histoire de la constitution, ne lui donnoit
 “ le droit de se revêtir de l'autorité royale.
 “ Il rendoit hommage aux vertus & aux
 “ talens de l'héritier du trône, mais ces
 “ qualités ne lui donnoient aucun titre à
 “ enfreindre la constitution.—Tant que
 “ le roi vivoit, le parlement ne devoit
 “ pas donner le sceptre à l'amabilité &
 “ aux vertus. Il devoit le confier pour un
 “ tems à un dépositaire capable & fidele,
 “ soit que ce fût l'héritier apparent, ou l'hé-
 “ ritier présomptif, ou toute autre personne,
 “ ou personnes, à qui le parlement, dans sa
 “ sagesse, trouveroit bon de confier une si
 “ grande autorité. Il étoit très-éloigné, en
 “ parlant

“ parlant ainsi, de vouloir insinuer qu’il ne
 “ convenoit pas d’investir son altesse royale
 “ du pouvoir exécutif; tout son raisonne-
 “ ment tendoit seulement à maintenir qu’il
 “ n’y avoit ni loi, ni exemple qui pût jus-
 “ tifier le prince de s’emparer de l’autorité
 “ royale sans le consentement du parlement.
 “ On avoit prétendu former quelque doute
 “ sur la légalité de cette assemblée du par-
 “ lement, & agité la question de savoir si ce
 “ n’étoit pas seulement une convention;
 “ mais le fait n’admettoit pas le moindre
 “ doute, le parlement se trouvoit assemblé
 “ de la manière la plus légale, en consé-
 “ quence d’un prorogation par autorité du
 “ roi; & par conséquent son droit de déli-
 “ bérer sur les affaires étoit incontestable.”

Quoique j’aie abrégé le discours du chan-
 celier, je n’ai cependant omis aucun de ses
 argumens; & je me suis étendu d’autant
 plus sur ce qu’il dit, que son discours parut,
 à la généralité des pairs, renfermer tout ce
 qui étoit conforme à la raison, à la loi & aux
 principes de la constitution, & qu’il fit la
 plus grande impression sur les esprits. On
 favoit

favoit déjà que le prince des Galles l'avoit envoyé chercher, quelques heures avant qu'il vînt à la chambre des pairs, & l'on étoit impatient de juger de l'effet qu'auroit produit cette entrevue. Les amis du prince en espéroient beaucoup, aussi furent-ils sensiblement frustrés dans leur attente. Quelques-uns d'eux regrettoient que le prince & M. Fox eussent été trop réservés dans leurs offres & leurs promesses pour l'engager à appuyer les prétentions de son altesse royale; mais les amis du chancelier disoient, qu'outre le déshonneur qu'il se fût attiré en abandonnant les intérêts du roi; à ne consulter que le sien propre, il lui convenoit de prendre le parti de se retirer pour attendre la guérison de sa majesté, qui arriveroit probablement bientôt, & le feroit rentrer dans son poste d'une manière plus ferme & plus honorable.

Lord Stormont parla en faveur du droit, attribué au prince d'être déclaré seul régent, & s'avança jusqu'à dire que, si la chambre des pairs concouroit à le priver de ce qui lui étoit dû, il ne répondoit pas que les pairs d'Ecosse (dont il étoit un) se regardassent à l'avenir

à l'avenir comme tenus à observer le traité d'union entre les deux royaumes.

12. Dec. Le 12, les débats furent très-animés dans la chambre des communes. Le comité y produisit les exemples qui pouvoient être applicables à la situation présente, & l'on ordonna qu'ils fussent imprimés. Je ne suivrai point les deux éloquens orateurs qui se distinguèrent ce jour là dans toutes les parties de leurs discours; je me contenterai d'exposer fidèlement leurs raisons & leurs argumens avec toute la clarté qui me sera possible.

M. Fox, ayant senti que la proposition qu'il avoit énoncée le 10, avoit été généralement désapprouvée, même par ses amis, s'empressa de se justifier, en s'expliquant plus clairement. “ Il avoit, dit-il, avancé,
 “ & il prioit qu'il lui fût permis d'alléguer
 “ encore, que dès le moment que le parle-
 “ ment avoit constaté l'incapacité du roi de
 “ s'acquitter des devoirs importans de son
 “ rang élevé, dès ce moment, il croyoit
 “ qu'il existoit dans son altesse royale, le prince
 “ de

“ *de Galles, un droit inhérent d'agir au nom de*
 “ *sa majesté ; d'exercer les fonctions royales*
 “ *à la place de son auguste pere. C'étoit ce*
 “ *qu'il avoit dit le mercredi précédent, &*
 “ *ce qu'il persistoit à penser. On l'avoit*
 “ *mal interprété, en lui faisant dire que le*
 “ *prince avoit droit de s'emparer alors de*
 “ *l'autorité royale. Son sentiment étoit,*
 “ *à cet égard, qu'il y avoit un droit in-*
 “ *hérent dans son altesse royale, dont il*
 “ *n'étoit pas en possession, dont même il*
 “ *n'avoit pas droit d'en prendre possession :*
 “ *il avoit un droit inhérent en lui, mais l'attri-*
 “ *bution de ce droit appartenoit aux deux cham-*
 “ *bres du parlement assemblées. Il s'agissoit*
 “ *ici de savoir si le prince avoit droit de suc-*
 “ *céder à l'autorité royale : or, son opinion*
 “ *étoit que son altesse royale avoit un droit*
 “ *indubitable & clair de succéder à l'auto-*
 “ *rité pendant le tems de la maladie du roi,*
 “ *mais qu'il ne pouvoit pas mettre ce droit*
 “ *en action, sans l'aveu du parlement. Il*
 “ *exhorta ensuite M. Pitt à communiquer à*
 “ *la chambre les mesures qu'il avoit dessein*
 “ *de proposer le mardi suivant, jour auquel*
 “ *on devoit s'assembler pour délibérer sur*
 “ *l'état*

“ l'état de la nation. Il fouhaitoit ardem-
 “ ment que cette affaire importante pût
 “ être conduite avec toute l'unanimité pos-
 “ sible; quoiqu'il ne fût pas dans le cas de
 “ déclarer encore son sentiment sur ce sujet,
 “ il prendroit cependant la liberté de pro-
 “ poser ce qu'il croyoit être convenable; il
 “ pensoit que le prince de Galles avoit un
 “ droit, ou selon d'autres, un titre irrésisti-
 “ ble à être déclaré régent pendant la ma-
 “ ladie du roi, & non pour plus long-tems.
 “ Il pouvoit y avoir différentes opinions sur
 “ la maniere de procéder dans cette affaire;
 “ l'une par une déclaration des deux cham-
 “ bres du parlement, séparément, & l'autre
 “ par une adresse; ou bien par une déclara-
 “ tion, ou une adresse de concert entre les
 “ deux chambres, afin de prier le prince
 “ d'exercer au nom du roi toute l'autorité
 “ royale; il dit qu'il sacrifieroit beaucoup
 “ de son opinion, pour obtenir l'unanimité
 “ sur un point aussi intéressant; mais que s'il
 “ voyoit une différence essentielle de l'autre
 “ côté, il désireroit connoître vers lequel
 “ des deux avis la chambre paroîtroit pen-
 “ cher. Il ne voudroit pas que l'on agitât
 une

“ une question abstraite, qui ne tendoit qu’à
 “ embarrasser par des discussions inutiles &
 “ remplies de subtilités; il s’en tenoit à la
 “ substance de ce qu’il venoit de proposer,
 “ & qu’il répéta, offrant de s’expliquer de
 “ nouveau, s’il n’avoit pas donné complète-
 “ ment à entendre ses idées & le but où il
 “ tendoit.”

M. Pitt se leva, & observa à la chambre,
 “ qu’elle avoit sous les yeux un rapport vo-
 “ lumineux, dont l’objet étoit de l’informer
 “ des sages mesures qu’avoient adopté leurs
 “ ancêtres en semblables occasions, & de
 “ servir à diriger sa conduite sur un point
 “ aussi important. De quelque maniere
 “ qu’il eût compris M. Fox auparavant, il
 “ étoit de son devoir à présent d’entendre ce
 “ qu’il avoit avancé, conformément à son
 “ explication. Il étoit cependant bien sûr
 “ qu’il restoit à discuter entre eux une ques-
 “ tion essentielle aux principes fondamentaux
 “ de la constitution, & laquelle devoit être
 “ préalablement décidée pour l’avantage des
 “ générations présente & futures. On main-
 “ tenoit encore qu’il existoit dans le prince

E

“ de

“ de Galles un droit inhérent d'exercer l'au-
 “ torité royale; un droit, que le parlement
 “ devoit lui adjuger à la vérité, mais qui sub-
 “ sistoit même avant cette attribution. C'est
 “ précisément la prétention d'un tel droit,
 “ dit M. Pitt, que je nie positivement; &
 “ je soutiens que cette proposition est aussi
 “ dangereuse pour les principes de la con-
 “ stitution, & autant incompatible avec les
 “ loix du royaume, que si son altesse royale
 “ prétendoit en ce moment monter sur le
 “ trône, & s'emparer de l'exercice de toute
 “ l'autorité souveraine. Quant à la question,
 “ si son altesse royale est, ou n'est pas, la plus
 “ propre à exercer toute l'autorité royale, ou
 “ une partie seulement, ce seroit l'objet des
 “ délibérations de la chambre, lorsqu'elle
 “ viendrait à examiner l'état présent de la
 “ nation; mais la question de l'attribution
 “ du droit embrassoit les intérêts les plus
 “ précieux de la patrie, & les principes de
 “ la liberté publique. Tout disposé qu'il
 “ étoit à concourir à l'unanimité, dans les
 “ résolutions à prendre, cette question devoit
 “ être discutée préalablement en conséquence
 “ de la déclaration explicite qui venoit d'en
 “ être

“ être faite; car il y avoit trop à craindre
 “ qu'elle ne tendît à sapper en ruines les
 “ fondemens de la constitution. En sup-
 “ posant que le prince de Galles eût un
 “ droit à être déclaré régent, il pouvoit y
 “ avoir différentes opinions sur la portion de
 “ l'autorité royale qui devoit lui être con-
 “ fiée. Si donc son avis étoit suivi, la pre-
 “ miere chose que l'on examineroit seroit, si
 “ le prince a véritablement le droit d'être
 “ déclaré régent, ou si, comme il le croyoit,
 “ il ne dépendoit pas des deux chambres du
 “ parlement, de décider si son altesse royale
 “ devoit, ou non, succéder de droit à l'auto-
 “ rité royale. Ce n'étoit pas encore le mo-
 “ ment d'entrer plus avant dans cette dis-
 “ cussion; il ajouteroit cependant, en priant
 “ que l'on regardât ce qu'il alloit dire moins
 “ comme un exposé de mesures déjà prises,
 “ que comme une communication des prin-
 “ cipes qui l'animoient: que quoiqu'il niât
 “ que le prince de Galles eût aucun droit
 “ positif, cependant, d'après les raisons de
 “ convenance, & dans les circonstances où
 “ se trouvoit la nation, il pensoit qu'il étoit
 “ à desirer que cette partie de l'autorité

E 2

“ royale,

“ royale, qui devoit nécessairement être ex-
 “ ercée durant la maladie du roi, fût con-
 “ fiée à une seule personne, & que cette per-
 “ sonne fût le prince de Galles. Il croyoit
 “ que l'on ne devoit pas gêner son altesse
 “ royale par les entraves d'un conseil, &
 “ qu'elle devoit avoir le choix libre de ses
 “ ministres: enfin, le prince devoit être in-
 “ vesti de tout le pouvoir nécessaire pour
 “ conduire les affaires importantes du gou-
 “ vernement avec activité & célérité; il de-
 “ voit avoir à sa disposition tous les moyens
 “ de pourvoir à la sûreté de l'empire; mais
 “ tout ce qui n'étoit pas nécessaire à remplir
 “ ces vues, ce qui pouvoit embarrasser un
 “ jour, ce qui étoit inutile au public, devoit
 “ à son avis, être retranché de la plénitude
 “ du pouvoir.”

La question du droit inhérent, ou du droit
 d'attribution, donnoit de l'inquiétude aux
 amis du prince; on desiroit éviter qu'elle fût
 agitée dans la chambre des communes; M.
 Pitt y paroissoit cependant résolu, & M. Fox
 cherchoit à éluder un débat dont il craignoit
 l'issue. Pour le prévenir, s'il étoit possible,

on

on jugea à propos de faire connoître les sentimens de son altesse royale sur ce sujet.

Le lundi 15 Décembre, le duc d'York; & le duc de Gloucester, se rendirent à la chambre des pairs. Lord Fitzwilliam commença par inviter les ministres à déclarer s'ils étoient dans l'intention de discuter la question de droit, ajoutant qu'il étoit à desirer que l'on y renonçât, de crainte de troubler l'harmonie si nécessaire à entretenir dans les circonstances présentes. Lord Camden lui répondit, & parut pencher vers l'opinion, que cette question étoit de trop grande conséquence aux principes de la constitution pour pouvoir se dispenser de l'examiner. Aussi-tôt le duc d'York se leva & dit; que, “ quoique peut
 “ accoutumé à parler en public, il ne pour-
 “ voit garder le silence dans une occasion
 “ aussi essentiellement intéressante pour la
 “ nation, & pendant que l'on traitoit un
 “ sujet qui regardoit immédiatement des
 “ personnes qui lui étoient aussi chères. Il
 “ déclara qu'il étoit entièrement de l'avis de
 “ ceux qui pensoient qu'il étoit plus sage de
 “ ne pas agiter une question abstraite qui

15. Dec.

“ pourroit entraîner des discussions inutiles
 “ sur le droit de son frere. Il étoit sûr que
 “ le prince n'avoit point de part aux asser-
 “ tions faites relativement à ce droit, & il
 “ étoit persuadé que *quels que fussent ses titres*,
 “ il connoissoit trop clairement, & révéroit
 “ trop religieusement les principes sacrés
 “ aux-quels la maison de Brunswick devoit
 “ le trône de la Grande-Bretagne, pour
 “ avoir jamais prétendu exercer aucun pou-
 “ voir qui ne tireroit pas son origine du vœu
 “ des pairs & des représentans de la nation,
 “ & qui ne seroit pas reconnu par le parle-
 “ ment. D'après cette déclaration, & dans
 “ un moment où la modération & l'unani-
 “ mité étoient tellement à souhaiter, vu le
 “ triste événement que chacun déplorait, &
 “ dont, plus qu'aucun autre, il étoit vive-
 “ ment pénétré, il osoit se flatter que leur
 “ prudence éclairée les porteroit à s'abstenir
 “ d'entrer dans une discussion qui, sûrement,
 “ n'étoit pas nécessaire pour préparer l'im-
 “ portante résolution que cette chambre &
 “ les représentans du peuple se disposoient à
 “ prendre, tandis qu'au contraire, elle ne
 “ feroit qu'ajouter l'amertume à l'affliction,
 “ & blesser

“ & bleſſer encore plus vivement une fa-
 “ mille déjà ſuffiſamment accablée.”

Son alteſſe royale ajouta, “ que ſi ſon frere
 “ le prince de Galles eût pu convenablement
 “ ſ'adreſſer lui-même aux ſeigneurs de cette
 “ chambre, dans ſa place de pair du parle-
 “ ment, il leur eût exprimé diſtinctement
 “ les mêmes ſentimens qu'il venoit de leur
 “ énoncer.”

Ce diſcours, prononcé avec modéſtie, avec
 grace, & d'une manière touchante, produiſit
 un viſ intérêt. Le Chancelier & lord Cam-
 den donnerent des éloges au diſcours & aux
 ſentimens du duc d'York, en exprimant ce-
 pendant leurs regrets que l'importance de la
 queſtion miſe en avant ne permît pas qu'on
 la laiſſât paſſer ſans être éclaircie*.

Le duc de Glouceſter parla auſſi en termes
 qui tendoient au même but que le duc d'York.

E 4

On

* Ce fut dans cette ſéance que le Chancelier, dans le langage le
 plus paſſétique, parlant des bienfaits qu'il avoit reçus du Roi,
 ſ'écria: *ſi jamais ils ſortent de ma memoire, puiſſai-je être oublié de
 Dieu!*

On croyoit, après cela, que M. Pitt n'oseroit plus proposer que la question du droit du prince fût discutée. La déclaration formelle de son altesse royale, par le canal du duc d'York, rendoit, disoit-on, une telle discussion tout-à-fait inutile, & peut-être même dangereuse pour lui. En tout cas, l'opposition se flattoit d'avoir la majorité des suffrages pour justifier le silence de la chambre sur cette question, & le parti de l'opposition pouvoit se regarder alors comme victorieux. Si la chambre des communes, en effet, opinoit à ce que la question de droit, avancée en plein comité, ne dût pas être discutée, c'étoit en quelque façon acquiescer au droit du prince, le reconnoître tacitement. On ne pouvoit plus alors limiter ou restreindre l'autorité du régent; il ne restoit qu'à le déclarer investi de l'autorité royale.

16. Dec.

M. Pitt fit bien remarquer ces conséquences à la chambre des communes, dans un long discours qu'il tint sur ce sujet le 16 de Décembre. “ Il allégua de plus les exemples de l'histoire analogues au sujet; il montra que les deux chambres avoient toujours

“ toujours été persuadées qu’elles avoient le
 “ droit de suppléer au vide occasionné dans
 “ l’administration par l’absence du pouvoir
 “ exécutif, quelle qu’en fût la cause; il cita
 “ les regnes d’Edouard III. de Richard II.
 “ & sur-tout celui d’Henri VI. comme ap-
 “ plicables au cas présent. Il exhorta la
 “ chambre à ne pas permettre qu’il se glissât
 “ dans la constitution un principe aussi per-
 “ nicieux que celui qu’on avoit tenté d’y
 “ introduire, sans en témoigner leur dés-
 “ approbation manifeste; il fit éclater la plus
 “ grande fermeté à soutenir la nécessité
 “ d’éclaircir un point aussi important à la
 “ liberté du royaume & à l’indépendance du
 “ parlement.” Il proposa les arrêtés qu’il
 avoit dressés tendans à appuyer son opinion,
 mais au second il y eut quelques débats que
 j’ometts ici comme peu intéressans. Je passe
 au discours de lord North, qui, avec son ha-
 bileté ordinaire, combattit les argumens de
 M. Pitt. “ Il représenta à la chambre qu’il
 “ étoit contre la raison & la constitution, de
 “ prétendre, sans le concours de la troisième
 “ branche de la législation, faire une loi pour
 “ restreindre l’autorité du pouvoir exécutif;
 “ quand

“ quand il étoit reconnu qu'en pareil cas ils
 “ ne pouvoient seulement pas faire la loi la
 “ moins importante.” M. Fox parla ensuite long-tems, avec la force & l'éloquence qui le distinguoient toujours; il prétendit faire voir le défaut d'analogie dans les exemples que M. Pitt avoit allégués; il résuma les argumens qu'il avoit employés le 12, & les présenta sous diverses formes avec tout le talent dont il étoit capable. Les amis du prince firent enfin une motion préliminaire, qui tendoit à prévenir la décision de la question de droit, mais en vain; les voix furent recueillies, & sur 472 il y en eut 268 pour le sentiment de M. Pitt, & 204 pour le contraire. Alors, selon les formes du parlement, M. Pitt étoit censé avoir l'approbation de la chambre pour faire passer les arrêtés qu'il avoit préparés & lus, & qu'il présenta en ces termes :

1°. Qu'il paroît au comité que le roi est à présent dans l'incapacité de se rendre au parlement, & de s'occuper des affaires publiques.

2°. Que

2°. Que l'opinion du comité est que les lords spirituels & temporels, & les communes, à présent pleinement & légalement assemblées & représentans librement tous les états du peuple de ce royaume, ont le droit & le privilège de suppléer au défaut de l'exercice personnel de l'autorité royale occasionné par la fâcheuse indisposition de sa majesté, ainsi que les circonstances l'exigeront.

3°. Il a été résolu que pour maintenir l'autorité constitutionnelle du roi, il est nécessaire que les lords spirituels & temporels, & les représentans du peuple déterminent de quelle manière le consentement royal peut être donné en parlement à l'acte qui sera passé par les deux chambres, relativement à l'exercice du pouvoir & de l'autorité de la couronne, pendant l'indisposition de sa majesté.

Ces trois arrêtés passeront sans qu'on recueillît les voix.

Il y eut encore d'autres débats, dont je ne fais point mention, parce qu'ils ne portoient sur aucun objet essentiel. M. Fox reprocha
à M.

à M. Pitt de prendre des mesures qui tendoient à affoiblir un gouvernement presque formé, pour embarrasser son successeur; & M. Pitt lui répondit, “ que si par un gouvernement presque formé, & par un successeur, il vouloit désigner son administration future, & lui-même comme son successeur, il étoit plus que jamais d’avis qu’il étoit bien nécessaire de mettre des restrictions au pouvoir sous lequel un tel ministre devoit agir; que celui qui, lorsqu’il avoit eu la puissance en main, s’en étoit servi pour essayer d’introduire dans la constitution un quatrième pouvoir*, tendant à annuler les trois autres, imposoit naturellement l’obligation de mettre des entraves à l’autorité qu’il ambitionnoit.”

Cette séance fut le triomphe de M. Pitt; en faisant passer le second arrêté, il avoit atteint son but. Le droit de nommer un régent étant reconnu appartenir aux deux chambres du parlement, il s’ensuivoit qu’elles pouvoient

* Faisant allusion au *bill* de la Compagnie des Indes, que M. Fox tenta de faire passer en 1783, et qui eut procuré une force irrésistible à son ministère.

voient aussi régler & borner son pouvoir. Le troisieme étoit un peu dur pour le prince; il tendoit à créer une puissance éphémère, uniquement pour faire, non un régent, mais un viceroy subordonné au parlement. Aussi M. Fox essaya-t-il de persuader M. Pitt de ne pas proposer un arrêté directement offensant pour son altesse royale; mais M. Pitt répondit que quelque fût le respect qu'il professoit pour la personne du prince, il ne pouvoit se dispenser de s'acquitter de ce qu'il devoit au roi & à la nation, & qu'il ignoroit l'art de faire sa cour au dépens de son devoir.

On commença dès ce moment à pénétrer les intentions de M. Pitt; son premier objet, & le plus important pour le roi, (s'il repreneoit jamais en mains les rênes du gouvernement) paroissoit être que le prince ne pût pas créer de nouveaux pairs qui lui donnassent une trop grande influence dans la chambre haute, & pussent embarrasser un jour l'administration de son pere. Le second étoit que son altesse royale ne fût pas le maître de faire des changemens dans la maison du roi. On trouvoit qu'il eût été trop cruel pour sa majesté,

majesté, lorsqu'elle reviendrait à elle-même, non-seulement de voir que tous ses amis & fideles serviteurs avoient été éloignés de lui, mais de se trouver environné de ceux dont la présence lui étoit désagréable. Après la guérison la plus complete, un coup aussi sensible étoit capable de le rejeter dans son premier état, & c'étoit ce que le docteur Willis craignoit le plus. Le troisieme objet étoit, disoit-on, de prévenir la dissolution du parlement*; mais les ministres actuels n'avoient pas beaucoup à redouter de cette mesure. La popularité du roi, & l'approbation générale de M. Pitt dans toutes les provinces, lui assuroient la majorité des suffrages dans un autre parlement, & il n'y avoit pas d'apparence que M. Fox et ses amis s'avisassent de former une résolution qui probablement ne devoit pas tourner à l'avantage de leur parti.

18. Dec. Le 18 Décembre, le maire, les échevins & le conseil de la ville de Londres s'assemblerent, & opinerent à présenter les remerciemens

* C'étoit du moins ce que l'opposition croyoit en ce moment.

cîmens de la ville à M. Pitt, & aux membres du parlement qui avoient soutenu fermement les droits du parlement & du peuple dans la question agitée le 16. *On disoit aussi* que cette ville préparoit des remontrances à son altesse royale contre le renvoi de M. Pitt; & que, comme il se retiroit du ministère aussi pauvre qu'il y étoit entré, la ville de Londres se dispoit à lui offrir une pension de trois mille livres sterling.

Le 18, la chambre des communes s'étant assemblée, le colonel Fitzpatrick informa la chambre que M. Fox étoit si fort indisposé qu'il ne pouvoit pas se trouver à l'assemblée, & il pria M. Pitt de remettre au lendemain le rapport de ce qui s'étoit passé le 16, sur lequel on devoit délibérer. M. Pitt acquiesça à cette demande, en observant que le délai d'un jour ne pouvant pas apporter de préjudice à la situation des affaires, il consentoit volontiers à attendre que M. Fox pût être présent aux délibérations, ne voulant tirer aucun avantage de son absence.

Le 19, le chevalier Saint-Clair demanda à M. Pitt l'explication du troisieme arrêté, relativement

lativement à la maniere la plus constitutionnelle de procurer le consentement royal à l'acte de régence. M. Pitt répondit qu'il pensoit que la maniere la plus convenable seroit que les deux chambres du parlement nommassent une commission autorisée du grand sceau, pour donner le consentement royal à l'acte qui régleroit les pouvoirs du régent.

Le rapport du comité sur les trois arrêtés ayant été lu, plusieurs membres du parlement, qui n'avoient point encore donné leur avis, parlerent pour & contre, mais ils ne dirent rien qui mérite d'être présenté ici : M. Pitt, lord North & M. Fox avoient épuisé le sujet, & l'on ne fit que répéter ce qu'ils avoient déjà dit tant de fois. M. Dempster proposa un moyen de concilier les opinions ; en retranchant le mot *droit* du second arrêté, & au lieu de l'expression ; *ainsi que les circonstances l'exigeront*, d'insérer : *en priant le prince de Galles, l'héritier apparent & en âge, de prendre sur lui l'administration du gouvernement civil & militaire, &c.* Mais M. Pitt s'opposa à ce changement, en faisant voir que

que la question sur le droit du parlement à nommer le régent ayant déjà été décidée, c'étoit aller contre cette décision que de proposer un tel changement; M. Fox lui-même en convint, & M. Dempster retira sa proposition. Comme il étoit déjà tard, que le troisieme arrêté sembloit annoncer un long débat, & que M. Pitt étoit indisposé, la chambre ajourna au lundi suivant pour discuter le sujet important qu'il renfermoit.

Pendant ce court intervalle, les amis du prince ne manquèrent pas de relever ce qu'il y avoit d'extraordinaire dans la marche de M. Pitt, pour arriver à l'établissement de la régence telle qu'il se la proposoit.

“ Ils traitoient l'idée d'une commission du
 “ grand sceau, (pour représenter, dans un
 “ seul acte, l'autorité royale) non seule-
 “ ment de puissance éphémère, mais d'un
 “ roi postiche, imaginé pour faire une
 “ ombre de régent, que le parlement pour-
 “ roit faire disparaître à son gré, puisqu'il
 “ pouvoit le produire par des moyens si
 “ étrangers à la constitution; la Grande-
 F “ Bretagne

“ Bretagne cessoit dès-lors d’être une mo-
 “ narchie; on n’y trouvoit plus, ni le roi,
 “ ni le représentant de la royauté; la branche
 “ principale de cette constitution, jusqu’ici
 “ si admirée, seroit tronquée au point de
 “ n’être plus reconnue; le parlement enva-
 “ hissoit toute l’autorité, régloit le pouvoir
 “ de la couronne, privoit l’héritier apparent
 “ de ses droits, lui lioit les mains, tendoit à
 “ l’embarrasser dans son gouvernement, pour
 “ se réserver l’influence dans toutes les me-
 “ sures; & il étoit aisé de sentir que M. Pitt
 “ faisoit servir sa popularité dans la nation,
 “ au dessein de s’approprier tout le pouvoir,
 “ & le conserver même dans sa retraite.”

Sans être ébranlé par cette interprétation
 de sa conduite, M. Pitt continuoit à suivre
 son plan. Il ne craignoit plus que le prince
 de Galles refusât la régence avec les restric-
 tions qu’il vouloit y mettre; on disoit qu’il
 avoit lieu de croire qu’en ce cas, la reine,
 mécontente de son altesse royale, pourroit
 bien se laisser persuader d’accepter la régence
 avec un conseil. La sagesse éprouvée de cette
 princesse lui avoit mérité la profonde véné-
 ration

ration dont la nation Angloise honoroit ses vertus; son constant attachement pour le roi répondoit de la maniere dont elle feroit usage du dépôt important qui lui seroit confié; & un conseil de régence devoit suppléer au défaut de ses connoissances dans les affaires du gouvernement. Peut-être que l'appréhension que les ministres actuels ne prissent le parti de faire cette offre à sa majesté, ne contribua pas peu à faire changer de langage aux amis du prince; car précisément en cette circonstance, ils parurent plus traitables & disposés à conseiller à son altesse royale d'accepter la régence avec les restrictions projetées.

Le lundi 22, la chambre des communes *22. Dec.* résuma ses délibérations sur le troisieme arrêté. M. Fox & ses amis espéroient de le faire rejeter, & leurs objections contre la proposition qu'il renfermoit paroissoient spécieuses. J'en ai donné la substance dans les pages précédentes. M. Burke's s'étendit avec prolixité sur les inconvéniens d'une commission du grand sceau pour personifier l'autorité royale dans un acte passager. " Il sou-

“ tint que dans la circonstance où se trou-
 “ voient les deux chambres, elles ne pou-
 “ voient pas légalement faire usage du nom
 “ du roi pour autoriser une commission à
 “ donner le consentement royal à un acte
 “ de parlement. Employer un tel moyen
 “ étoit une fraude manifeste, contraire aux
 “ principes de la constitution ; ce n'étoit pas
 “ par un fantôme que l'on devoit songer à
 “ remplacer l'existence politique du mo-
 “ narque, sur-tout quand on pouvoit si na-
 “ turellement suppléer au vide qui se trou-
 “ voit dans l'administration, en appelant le
 “ légitime successeur à le remplir. Il dé-
 “ clara que si on réussissoit à former ainsi
 “ une vaine image de la royauté, il protes-
 “ toit dès ce moment contre les loix qui
 “ pourroient en émaner, & refuseroit de s'y
 “ soumettre.”

Le chevalier Scott (*Solicitor General*) ré-
 pondit à M. Burke avec énergie. “ Il posa
 “ pour base de son raisonnement, que le
 “ trône ne cessoit point d'être occupé ; que
 “ personne n'oseroit soutenir que le roi
 “ n'existoit plus, quant à sa capacité poli-
 “ tique ;

“ tique; on pouvoit donc, en ce cas, em-
 “ ployer légalement son nom pour passer
 “ une commission du grand sceau; on n’avoit
 “ point à craindre les abus d’une mesure
 “ suivie une seule fois dans un cas extraor-
 “ dinaire. Le droit, créé par la nécessité,
 “ étoit aussi limité par cette même néces-
 “ sité. Tout ce que l’on diroit pour ren-
 “ verser le principe, que la capacité poli-
 “ tique du roi ne pouvoit pas cesser, ten-
 “ droit aussi à embarrasser la conscience des
 “ juges, qui, tout en exerçant la justice au
 “ nom du roi dans les tribunaux, déclaroient
 “ ouvertement par-là leur opinion de l’ex-
 “ istence politique de sa majesté, quoique
 “ dans sa capacité naturelle il fût hors
 “ d’état d’agir.”

Lord North prit sur lui de répondre aux
 argumens du chevalier Scott. “ Il insista sur
 “ le rétablissement de la troisième partie de
 “ la constitution; il souhaitoit encore de voir
 “ une fois le roi & les deux chambres for-
 “ mant un seul pouvoir, mais il ne pouvoit
 “ pas souffrir l’illusion des deux chambres
 “ & du grand sceau présentés comme les

“ trois branches de la législation. Il donna
 “ des éloges au chevalier Scott sur ses lu-
 “ mieres & sur son habileté; il dit qu’il
 “ avoit avancé de fort beaux principes, mais
 “ qu’il étoit fâché d’en voir résulter des
 “ conclusions aussi inconséquentes. Il n’y
 “ avoit qu’à tourner les yeux vers l’évène-
 “ ment de la révolution. Les deux cham-
 “ bres formerent un arrêté des droits qu’elles
 “ réclamoient, (*the Bill of Rights*) & les pré-
 “ senterent au prince d’Orange comme ayant
 “ un titre incontestable à les obtenir, & com-
 “ me la condition à laquelle ils lui offroient
 “ la couronne. Ils se contenterent de dé-
 “ clarer ces droits, & de présenter leur titre
 “ dans un arrêté; ils ne prétendirent point
 “ au pouvoir de le passer en loi, jusqu’à ce
 “ que la troisieme branche de la législation
 “ fût établie. C’étoit là un exemple à suivre,
 “ au lieu de songer à faire des loix avant
 “ d’avoir rétabli le pouvoir exécutif. Et
 “ pour remplir ce vide, ce n’étoit pas un
 “ homme de paille, un instrument des mi-
 “ nistres, un roi postiche, créé par eux,
 “ qu’il falloit proposer, mais un être réel,
 “ représentant essentiellement le roi. Cela
 “ ne

“ ne se pouvoit mieux faire qu'en députant
 “ au prince de Galles, pour le prier de prendre
 “ sur lui l'administration des affaires ; alors
 “ le parlement assemblé en forme, pourroit
 “ passer une acte de limitations & restric-
 “ tions. Il seroit ensuite de leur devoir de
 “ procéder aux moyens d'assurer à sa ma-
 “ jesté la facilité de reprendre les fonctions
 “ du gouvernement quand il plairoit au ciel
 “ de le rendre aux vœux de son peuple. Le
 “ parlement devoit aussi s'occuper alors du
 “ soin de sa personne royale, & il jugeoit
 “ qu'il étoit de la saine politique que la ré-
 “ gence & la tutele du roi fussent en dif-
 “ férentes mains.”

M. Fox présenta les argumens dont il avoit
 déjà fait usage, avec une nouvelle force &
 sous un nouveau jour ; il développa les rai-
 sons alléguées par M. Burke, & par lord
 North : il combattit, avec son éloquence et
 sa clarté ordinaire, les principes que le che-
 valier Scott avoit tenté d'établir ; mais ayant
 déjà donné en plusieurs endroits la substance
 de ces argumens, il est inutile de les ré-
 péter ici.

M. Pitt parla long-tems sur les exemples tirés de l'histoire, pour servir de regle à la conduite de la chambre en cette circonstance; il défendit les maximes avancées par le chevalier Scott. " Il releva ce que lord North
 " & autres avoient dit relativement au tems
 " de la révolution. La situation étoit bien
 " différente; le trône étoit alors vacant, il se
 " trouvoit occupé à présent: on avoit dit
 " que par l'acte de parlement, passé la treizième
 " année du regne de Charles II. les
 " deux chambres ne pouvoient pas faire de
 " loi sans le consentement du roi: cependant
 " la conduite des deux chambres, au tems
 " de la révolution, contredisoit cette assertion;
 " elles avoient agi alors comme pouvoir législatif;
 " il n'y avoit point de roi, elles ne pouvoient
 " faire autrement que d'agir sans un roi; mais à
 " présent, diroit-on que le trône étoit vacant?
 " La circonstance étoit-elle la même, dans un
 " moment où nous avions sur le trône un roi
 " qui n'avoit rien perdu de ses droits? Sa
 " capacité politique restoit toujours entière,
 " quoique par rapport à sa capacité naturelle,
 " il ne pût pas agir. Les deux cham-
 " bres

“ bres ne pouvoient donc pas plus se régler
 “ par l’acte de parlement de Charles II.
 “ qu’elles ne l’avoient fait au tems de la
 “ révolution : elles en étoient empêchées,
 “ autant à présent par la volonté du ciel,
 “ qu’elles l’avoient été alors par l’absence
 “ du souverain, & aussi excusables de s’en
 “ écarter à présent qu’au tems de cette glo-
 “ rieuse époque. On trouvoit irrégulier que
 “ le grand sceau fût employé à donner aux
 “ deux chambres la forme de parlement ;
 “ mais la même objection se pouvoit égale-
 “ ment faire contre l’adresse proposée pour
 “ déclarer le prince régent, puisque c’étoit
 “ lui donner le pouvoir de faire usage du
 “ grand sceau : or, si les chambres peuvent
 “ déléguer l’autorité du grand sceau, elles
 “ ont donc le pouvoir d’en déterminer
 “ l’usage. Le moyen proposé pour com-
 “ pléter l’autorité législative, en priant le
 “ prince de prendre sur lui l’administration
 “ des affaires, lui paroissoit contraire à la
 “ constitution, & tendant à abuser du nom
 “ du roi, sans son consentement : le régent
 “ devoit agir en son nom, ou au nom du
 “ roi ; s’il agissoit en son propre nom,
 “ c’étoit

“ c'étoit déposséder sa majesté; s'il agissoit au
 “ nom du roi, ce ne pouvoit être en ce cas-ci
 “ avec le consentement de sa majesté. Le
 “ grand principe, que la monarchie de la
 “ Grande-Bretagne est héréditaire, se trouve
 “ fondé sur ce que la capacité politique du
 “ roi reste toujours entière; c'est ce principe
 “ qui protège le roi enfant au berceau, ainsi
 “ que le roi accablé d'années & d'infirmités
 “ en son lit. Si le chancelier appose le
 “ grand sceau à un acte, personne ne pré-
 “ tendra que cet acte n'ait pas force de loi;
 “ ce seroit une présomption dans le chan-
 “ celier d'apposer de son chef le grand sceau
 “ à un acte qui supposeroit la volonté du
 “ roi sans son consentement; mais si ce
 “ consentement ne peut pas être manifesté
 “ sans l'apposition du grand sceau, ne seroit-
 “ ce pas une témérité que de traiter les de-
 “ cisions du grand conseil de la nation (pour
 “ guider la capacité politique de roi dans ce
 “ moment urgent) de fraude manifeste & de
 “ vaine fiction? devoit il y avoir des restric-
 “ tions & limitations, c'est ce qu'il faudroit
 “ examiner par la suite. La question actuelle
 “ étoit de savoir si, en accordant toute l'au-
 “ torité

“ torité royale au régent, on ne courroit pas
 “ le risque de voir diminuer le pouvoir du
 “ légitime possesseur du trône, quand il
 “ plairoit à la Providence de l’y rétablir.”

M. Pitt en concluant fut d’avis que les changemens proposés pour le troisieme arrêté fussent rejettés, & que l’arrêté fût adopté de la maniere qu’il l’avoit présenté; plusieurs membres de la chambre se leverent, & il y eut encore quelques discussions, mais à minuit on fut aux voix, & l’arrêté passa, dans les termes proposés par M. Pitt, à la pluralité de soixante-treize voix.

Le 26, les arrêtés de la chambre des communes furent adoptés dans celle des pairs par une pluralité de trente-trois voix. La séance fut fort longue, & les débats très-vifs: ceux qui s’y distinguèrent le plus furent le chancelier, lord Loughborough, lord Abingdon, lord Landfdown, lord Camden, lord Rawdon, lord Stormont, lord Carlisle, & lord Hawkesbury. Un volume ne suffiroit pas pour rapporter les discours de tous ceux qui parlerent dans les deux chambres sur ce sujet; je ne prétends ici que mettre sous les yeux

26 Dec.

yeux du lecteur la substance de ceux qui offrent quelque nouvel argument. Lord Abingdon, qui se piquoit de n'être d'aucun parti, raisonna dans une supposition fort délicate sur un sujet étranger à la question du droit du prince, et il en tira la conclusion à laquelle il tendoit. " La couronne est hé-
 " réditaire, dit-il, mais conditionnellement.
 " Par l'acte passé la première année du règne
 " de Guillaume & Marie, (statut 2. ch. 2.)
 " il est statué que quiconque épousera une
 " personne de la communion romaine sera
 " exclu de l'hérédité du trône: supposant
 " donc que l'héritier de la couronne se
 " trouve dans le cas prononcé par l'acte, au
 " moment de la succession: qui sera le juge
 " du fait? Sera ce le parlement? Ce ne peut
 " pas être l'intention de la loi; car le roi,
 " qui fait une des parties constituantes du
 " parlement, ne concourroit certainement
 " pas à s'exclure. Il appartient donc aux
 " deux chambres du parlement de statuer
 " dans un cas semblable, ou analogue; les
 " deux chambres ont donc le privilège de
 " décider sur le droit & la forme de la suc-
 " cession sans la concurrence du roi; c'est
 " un

“ un droit inhérent en elles, dans tous les
 “ cas de doute, ou de nécessité, & surtout
 “ dans celui-ci, par tant de raisons déjà
 “ alléguées.”

Lord Rawdon ayant renouvelé la proposition de prier le prince de Galles de prendre sur lui l'administration des affaires, & d'en faire partie du premier arrêté pour annuler les deux autres; lord Camden traita cette idée d'absurde & de ridicule: “ c'étoit vou-
 “ loir que la chambre des pairs reconnût
 “ que tout ce qu'elle avoit fait jusqu'ici
 “ étoit futile & vain; en adoptant le moyen
 “ proposé, elle effaçoit tout ce qu'elle avoit
 “ déjà déclaré sur ce sujet. Lord Camden
 “ s'étendit sur les exemples tirés de l'histoire,
 “ & leur trouva la plus grande analogie au
 “ cas présent. Il inféra, de l'examen qu'il
 “ en présenta, que toutes les fois que, pen-
 “ dant la vie du roi, l'autorité royale avoit
 “ été exercée par un régent, un protecteur
 “ ou un viceroy, cette autorité avoit toujours
 “ pris sa source dans les deux chambres du
 “ parlement, & n'avoit jamais été exercée,
 “ ni même réclamée comme un droit, par
 “ l'héritier

“ l’héritier apparent, ou l’héritier présomp-
 “ tif. C’étoit une maxime fondamentale,
 “ que si le roi se trouvoit hors d’état d’agir,
 “ par raison d’enfance, ou de maladie, l’hé-
 “ ritier du trône n’avoit aucun droit d’inter-
 “ venir pour lui enlever la couronne, ou
 “ s’emparer du pouvoir exécutif. Il n’y
 “ avoit point d’exemple qu’aucun régent,
 “ ou vice roi, eût jamais été investi de toute
 “ l’autorité royale. C’étoit une chose in-
 “ connue dans la constitution, qui n’avoit
 “ jamais encore été proposée, & qui ne pou-
 “ voit être admise. Les pairs & les com-
 “ munes avoient seuls le droit de nommer
 “ un régent & de régler ses pouvoirs; vou-
 “ loir proceder autrement étoit attaquer la
 “ constitution dans ses principes. Dans la
 “ situation présente, il étoit d’avis que l’on
 “ mît peu de restrictions à l’autorité du ré-
 “ gent; qu’il eût le pouvoir de choisir ses
 “ ministres, de faire des traités avec les
 “ puissances étrangères; enfin tout ce qui
 “ étoit nécessaire pour conduire le gouverne-
 “ ment pendant la maladie du roi. On ne
 “ pouvoit accorder davantage, à moins que
 “ le roi ne fût déposé; priver un monarque
 “ de

“ de tout le pouvoir, c'étoit le chasser du
 “ trône. Il se flattoit qu'il n'y avoit per-
 “ sonne qui desirât voir arriver un tel événe-
 “ ment, tant que le roi vivroit; & cepen-
 “ dant, si le prince de Galles étoit déclaré
 “ régent avec tout le pouvoir de la royauté,
 “ que devenoit la couronne de sa majesté ?
 “ N'étoit-elle pas usurpée, & comme ar-
 “ rachée de cette tête sur laquelle elle avoit
 “ été fixée pour la vie ?”

Lord Stormont ayant soutenu que les deux
 chambres du parlement n'avoient aucun droit
 de régler le pouvoir du régent, ni même de
 rien décider sur un objet de la moindre con-
 séquence, jusqu'à ce que le pouvoir législatif
 fût complet, ce qui rendoit nécessaire une
 députation au prince, pour le prier de se
 charger du pouvoir exécutif, le duc de Rich-
 mond en appella à la chambre pour juger si
 l'offre de tout le pouvoir royal, faite par le
 parlement au prince, ne seroit pas un acte
 d'autorité & de législation aussi complet &
 aussi éclatant qu'aucun autre qui pût s'ima-
 giner ?

Lord

Lord Landſdowne ſ'exprima avec beaucoup de force & de clarté ſur l'importante queſtion en délibération, et ſon diſcours énérgique et brillant, fit une vive impreſſion ſur la plus grande partie de l'aſſemblée. Il réſuma tous les argumens, tirés de l'hiſtoire et des principes de la conſtitution, pour démontrer la neceſſité de régler les pouvoirs du regent, et il préſenta avec art une figure qui fut enviſagée ſous différens points de vue :—

“ Il pourroit exiſter, dit il, une variété de
 “ ſituations, dans leſquelles il paroîtroit peu
 “ convenable de confier la régence à l'hé-
 “ ritier apparent du trône. Quant aux
 “ vertus et à la piété filiale du prince de
 “ Galles, on ne doit en parler qu'avec
 “ éloges ; mais ſuppoſons pour un moment
 “ qu'il fut tout le contraire de ce qu'il eſt ;
 “ ſuppoſons qu'au lieu de paſſer ſon tems à
 “ Windſor, retiré du monde et veillant
 “ auprès du lit d'un pere malade, il eut em-
 “ ployé ce tems licencieuſement dans la
 “ capitale, à cabaler au dedans, à faire des
 “ intrigues au dehors, et à ſuſciter des ob-
 “ ſtacles au retour de ſon pere au trône ;
 “ ſuppoſons tout cela : y auroit il, en ce cas,
 “ un

“ un seul lord dans cette chambre, qui ne
 “ se mit en avant pour declarer que le
 “ parlement feroit un acte méritoire en
 “ l'éloignant du gouvernement de la na-
 “ tion ? ”

“ Lord Lansdowne tourna ensuite en ri-
 “ dicule la crainte que l'on prétendoit in-
 “ spirer sur le danger de discuter cette ques-
 “ tion relativement à l'Irlande & à l'Ecosse.
 “ Il soutint que les ministres avoient eu rai-
 “ son de persister à ce que la question du
 “ droit du prince fût examinée, & qu'ils
 “ étoient fondés à maintenir l'opinion qu'ils
 “ en avoient déclaré. Il étoit convaincu
 “ que les rois n'avoient aucuns droits essen-
 “ tiels, inhérens. Les peuples avoient des
 “ droits essentiels, mais les rois & les princes
 “ n'en avoient aucuns. Il cita l'opinion du
 “ juge Forster: *Que l'autorité royale étoit un*
 “ *dépôt confié à un seul pour l'avantage de plu-*
 “ *sieurs millions, pendant plusieurs siècles, &*
 “ *que les deux chambres du parlement avoient le*
 “ *droit de le changer, & de le régler comme elles*
 “ *le jugeroient à propos.* ”

Lord Loughborough ne fit que répéter ce qu'il avoit dit avant, sur le défaut d'analogie dans les exemples allégués, & sur le droit du prince à être déclaré régent. Quoiqu'il fût regardé comme l'auteur de cette dernière idée, il ne satisfit pas même ses amis sur ce sujet autant que M. Fox l'avoit fait, & il parut en cette occasion au-dessous de lui-même; c'est pourquoi je ne ferai point ici l'extrait de son discours, qui ne fut qu'une répétition de celui du 11 Décembre.

Le chancelier, après lui, prit la parole & répondit à ce que lord Rawdon & lord Loughborough avoient avancé. “ Il dit que
 “ les expressions du changement proposé
 “ étoient vagues & vides de sens. Il de-
 “ manda quelle idée on attachoit au titre de
 “ régent, car, pour lui, il ne la trouvoit dé-
 “ finie nulle part: C'étoit un être inconnu
 “ à la constitution. On vouloit que ce ré-
 “ gent eût l'administration du pouvoir exé-
 “ cutif: si l'on avoit entendu par-là toute
 “ l'autorité royale, sans restriction, on au-
 “ roit dû le dire; & dans ce cas, il espéroit
 “ que la chambre des pairs ne seroit pas
 “ d'une

“ d’une opinion qui tendoit à détrôner le
 “ roi, à lui arracher des mains le sceptre
 “ qu’il avoit tenu si long-tems & si heureuse-
 “ ment pour ce pays. Il trouva fort in-
 “ conséquent que l’on admît dans les deux
 “ chambres le pouvoir de nommer un ré-
 “ gent, en même tems qu’on leur contestoît
 “ le droit de borner son autorité. Il fit
 “ l’éloge du prince de Galles, & dit que les
 “ ministres, en défendant les droits d’une
 “ couronne, qui devoit lui appartenir un
 “ jour, prouvoient plus leur dévouement à
 “ son altesse royale que les champions in-
 “ discrets d’un droit prétendu qui attaquoit
 “ la prérogative de la royauté. Il entra
 “ dans l’examen des exemples tirés de
 “ l’histoire, fit voir leur rapport à la situa-
 “ tion présente, & conclut par rejeter le
 “ changement proposé.”

Le 29, la chambre des pairs s’étant encore 24. Dec.
 assemblée, les seigneurs de l’opposition fu-
 rent très-pressans pour savoir l’intention des
 ministres relativement aux restrictions qu’ils
 avoient dessein de mettre au pouvoir du ré-
 gent. Après un débat assez vif à ce sujet, le

duc de Richmond se leva pour justifier les ministres sur leur silence. “ Il représenta
 “ que jusqu’à ce que la *question de droit* eût
 “ été décidée, on n’avoit pu s’occuper de la
 “ nature des restrictions. Ce moment étant
 “ venu, les ministres se montreroient em-
 “ pressés à les communiquer au prince, avec
 “ le respect qui lui étoit dû, & comme il
 “ étoit de leur devoir de le faire. Son al-
 “ tessé royale, dont l’esprit & le jugement
 “ étoient généralement reconnus, jugeroit
 “ alors quels étoient ceux qui lui étoient le
 “ plus sincèrement attachés; et si leur con-
 “ duite n’étoit pas faussement représentée
 “ par des intentions les plus pernicieuses,
 “ le prince sentiroit lui-même que son in-
 “ térêt, si étroitement lié à celui du peuple,
 “ demandoit qu’il conservât des ministres
 “ qui avoient amené l’état au degré de prof-
 “ périté dont il jouissoit.”

30. Dec.

Le 30 Décembre, les ministres firent part au prince des bornes & restrictions qu’ils proposeroient de mettre au pouvoir du régent. Deux considérations les avoient déterminés à faire cette démarche; l’une, pour donner au prince

prince de Galles le témoignage qu'ils lui devoient de leur déférence & de leur respect; l'autre, afin de l'engager à consentir à ces restrictions, & d'éviter par-là l'opposition que son parti ne manqueroit pas de former à l'acte de régence, si le prince ne l'approuvoit pas d'avance.

Les restrictions étoient: que le régent ne pourroit point créer de pairs; qu'il ne pourroit pas donner de places ou emplois pour la vie, mais que s'il venoit à en vaquer de cette nature, il les rempliroit à son gré; enfin, qu'il ne pourroit faire aucun changement dans la maison du roi, mais que la reine en auroit l'administration. Ces trois points exceptés, toute l'autorité du pouvoir exécutif devoit être conférée au prince.

La situation étoit embarrassante. Accepter ces conditions étoit (selon les partisans de son altesse royale) prendre en main les rênes d'un gouvernement foible, qui ne pourroit résister aux efforts de M. Pitt & de ses amis, si jamais ils vouloient s'opposer aux mesures prises par l'administration du prince. Ne

pouvant pas créer de pairs, la pluralité des suffrages dans la chambre haute seroit contre lui ; la seconde restriction l'empêchoit d'augmenter son intérêt dans la chambre basse, & la troisième lui enlevoit les moyens de fortifier son parti dans les deux chambres.— D'un autre côté, en résistant, on craignoit de fournir aux ministres un prétexte plausible d'offrir la régence à la reine, ou même de former un conseil de régence sans elle ou le prince. La popularité de M. Pitt croissoit tous les jours ; & celle de M. Fox, déjà fort affoiblie par sa coalition avec lord North, venoit de recevoir un coup mortel pour les principes dont il s'étoit fait honneur jusqu'à présent. La malheureuse question du droit du prince, qu'il avoit mise en avant, paroissoit à la nation convenir plutôt à un *Tory* qu'à un *Whig*, & M. Pitt, dont l'administration avoit été depuis cinq ans si généralement approuvée, étoit, de plus, regardé en ce moment comme le défenseur zélé des droits du parlement & du peuple. Avec ces avantages, rien ne lui devoit être impossible de ce qui paroîtroit raisonnable ; & les intérêts du roi, que ces restrictions favorisoient, se trouvant

liés

liés avec son plan, il étoit dangereux n'y pas souscrire. On résolut donc d'accepter*.

Les amis du prince l'y déterminèrent, en faisant sentir à son altesse royale que cette situation gênante ne pouvoit pas durer longtemps. Si le roi recouvroit l'usage de sa raison, on devoit naturellement s'attendre à voir les choses rentrer dans l'état où elles étoient avant sa maladie; si au contraire le mal continuoit pendant un an seulement, la plus grande partie des courtisans, commençant à désespérer de sa guérison, le quitteroient peu-à-peu & rechercheroient la faveur du prince; ce seroit alors le tems de faire lever ces restrictions, qui ne pouvoient, en tous les cas, être que de courte durée.— Jusqu'à ce que ce moment fut arrivé, il suffiroit de ne rien innover, de crainte de donner lieu à la moindre opposition; & après

G 4

que

* J'aurois inséré ici la lettre du prince de Galles, en réponse à la communication que firent les ministres à son altesse royale du plan qu'ils se proposoient de suivre; mais comme les raisonnemens, qui en font la base, se trouvent dans les discours que prononcèrent ses amis dans les deux chambres, et que j'ai rapportés fidèlement, j'ai jugé que cette insertion devenoit inutile.

que l'on auroit fait passer les subsides, on pourroit proroger le parlement, & jouir tranquillement du pouvoir jusqu'à une époque plus favorable.

1789.

2. to 3. Jan.

En conséquence de cette résolution, tout sembloit devoir finir bientôt & paisiblement, lorsqu'un accident, aussi fâcheux qu'imprévu, vint encore déconcerter des mesures aussi bien prises. La chambre des communes s'étoit ajournée jusqu'au 5 Janvier, mais le 2 au matin, M. Cornwall, orateur de la chambre, mourut au moment où l'on s'y attendoit le moins. Dans toutes les grandes assemblées nationales, il importe à un parti d'avoir un président qui penche en sa faveur. Celui de la chambre des communes est toujours élu parmi ceux des membres dont la réputation d'intégrité est la plus généralement reconnue; mais un président est un homme; c'est aussi un membre du parlement, qui a tenu plus ou moins à un parti, & qui se sent obligé à ceux qui l'ont fait élire. Il a beau avoir dessein d'être impartial, il penchera, sans le vouloir, pour l'opinion de ses amis. Les soins que prend chaque parti pour faire choisir un d'eux viennent

viennent à l'appui de mon sentiment. Le 5 Janvier, la chambre des communes s'étant donc assemblée, procéda à l'élection d'un orateur ou président. L'opposition proposa le chevalier Elliot, & le parti de l'administration M. Guillaume Grenville*, frere du marquis de Buckingham, alors vice-roi en Irlande. Ce dernier fut élu à pluralité de 71 voix. L'orateur ayant pris son siège, on fit rapport à la chambre que celle des pairs avoit approuvé les trois arrêtés. Les communes ajournerent au lendemain, jour des Rois, & les pairs à la huitaine.

Le 6, on s'attendoit que M. Pitt proposeroit le *bill* de la régence avec les restrictions, mais l'opposition éleva des doutes dans la chambre des communes sur le véritable état de la santé du roi. Il y eut des débats très-vifs; on reprocha au ministère de répandre artificieusement le bruit d'une amélioration manifeste dans la maladie de sa majesté, afin de faire passer plus aisément les restrictions qu'ils prétendoient mettre à l'autorité du régent. M. Fox accusa sur-tout le chancelier d'avoir

6. Dec.

* Créé depuis Lord Grenville.

d'avoir eu dessein d'en imposer à cet égard à la nation ; & le résultat de cette séance tumultueuse fut que les médecins seroient examinés de nouveau par le comité, & que le rapport de leur déposition seroit ouï le surlendemain. Le vide occasionné dans le comité, par l'élection de M. Grenville, fut rempli par M. Loveden, membre dans l'opposition.

Au lieu de deux jours, l'examen des médecins dura une semaine. Les raisons qui l'avoient fait demander, cachotent un objet de la plus grande importance pour l'opposition. Il ne s'agissoit de rien moins que d'exciter un orage qui devoit éclater sur la tête de la reine ; d'abaisser aux yeux de la nation la haute opinion que depuis vingt-sept ans, l'on avoit conçu de ses vertus. — Jusqu'alors, quelques malheurs qui fussent arrivés au gouvernement d'Angleterre, quelques différences qu'il y eût eu dans les conseils, quelque animosité qui eût régné dans les partis, rien n'avoit jamais été imputé à la reine : son caractère avoit constamment été aimé, respecté & vénéré : mais le consentement,

sentement, obtenu d'elle par les ministres, pour accepter la régence au refus du prince, pour prendre l'administration de la maison du roi, au lieu de son altesse royale, effaçoient tout-à-coup la vive impression d'un si grand mérite, & dévoiloient aux yeux, offusqués, disoit-on, depuis long-tems, une princesse ambitieuse, une mauvaise mere, qui ne consultoit que son intérêt propre, auquel elle sacrifioit tout ce qu'elle devoit au prince son fils*. On l'acousoit d'avoir employé son autorité pour obliger les médecins à donner, sur la santé du roi, des bulletins plus favorables qu'ils ne devoient être; & cela afin de faciliter aux ministres l'accomplissement de leur

* Je ne puis m'empêcher de citer ici le passage éloquent d'un écrivain de ce tems sur ce même sujet: " Que la reine, *dit il*,
 " dont la calomnie avoit toujours reconnu le caractère pour être
 " au dessus de toute atteinte; dont la vie entière offroit le spectacle imposant des vertus les plus éclatantes; dans un moment de
 " douleur que le pinceau le plus hardi n'oseroit tenter de peindre,
 " et que tous les avantages d'un Empire ne pouvoient jamais
 " adoucir, que la reine se trouve outragée, menacée même par la
 " plume d'un parti, qui se glorifie d'avoir la protection de son fils,
 " est un forfait qui complete l'infamie de la politique intérieure
 " de nos jours."

Letter from a Country Gentleman,—by Combe.

leur plan de la régence. On lui reprochoit d'avoir refusé au prince la connoissance exacte du véritable état du roi, & d'avoir causé par-là le retard & la confusion qui embarrassoient les affaires. Cela devoit paroître évident par le nouvel examen des médecins; il devoit paroître aussi que le roi ne se portoit pas mieux qu'au tems du premier examen, & que la probabilité de sa guérison devenant tous les jours moindre, il en résultoit que le pouvoir du régent ne devoit pas être aussi borné qu'on se l'étoit proposé d'abord, & sur-tout qu'il importoit à la nation que la reine n'eût pas seule la tutelle du roi, & encore moins l'administration de sa maison.— Tel étoit le langage des amis du prince & de son parti pendant que se passoit l'examen important des médecins.

Ce moyen ne répondit pas à ce que l'opposition s'en étoit promis. Le Chevalier Baker & le docteur Warren furent d'avis, à la vérité, que le roi n'étoit pas mieux qu'au tems du premier examen, sans cependant en inférer qu'il y avoit pour cela moins de probabilité de la guérison. Les quatre autres
médecins,

médecins, Pepys, Gisborne, Reynolds & Willis, assurèrent que sa majesté étoit mieux, & qu'il y avoit une plus grande probabilité de guérison qu'auparavant. Le dernier surtout, qui avoit le plus d'expérience en ce genre de maladie, dit qu'il avoit de fortes espérances du rétablissement du roi; il fonda son opinion sur ce qu'il avoit de plus longs intervalles de raison; qu'il lisoit & faisoit de judicieuses observations sur ses lectures, (ce qu'il ne faisoit pas quinze jours avant) & que l'on n'étoit pas obligé d'employer aussi souvent avec lui les moyens de contrainte exercés au commencement.

Le rapport de cet examen ayant été fait le 13. Jan. 13 Janvier devant la chambre des communes, il fut ordonné qu'il seroit imprimé pour l'instruction des membres de la chambre, & qu'elle s'assembleroit en comité le 16 pour prendre en considération l'état de la nation.

Le 16, M. Pitt fit un discours de deux heures & demie, dans lequel, après avoir présenté l'opinion des médecins, & justifié la reine des imputations injurieuses élevées contre

contre elle, il proposa son plan de régence en forme de résolutions, & il en appuya chaque partie sur les motifs déjà allégués en plusieurs endroits de ce récit : à l'objection qui lui avoit été faite, qu'il tendoit à former un gouvernement foible, il répondit que ceux qui composoient l'administration actuelle n'étoient pas une association de gens désespérés, disposés à cabaler uniquement pour embarrasser le ministère futur ; & il protesta contre l'intention qu'on lui pretoit de s'opposer à leurs mesures, à moins qu'il ne s'y trouvât forcé par son devoir envers son souverain & la nation. Il exposa ensuite son plan, renfermé dans les résolutions suivantes : 1°. Que le prince de Galles feroit déclaré seul régent, & investi de toute l'autorité royale, limitée par certaines restrictions. — 2°. Qu'il ne pourroit pas créer de pairs, excepté les personnes de la famille royale à l'âge de 21 ans. 3°. Que le régent ne pourroit point donner de pensions ni de places à vie, mais seulement remplir les places inamovibles, comme les juges, &c. qui viendroient à vaquer. 4°. Qu'il ne pourroit point disposer des biens personnels du roi.

5°. Que

5°. Que la tutelle de sa majesté feroit confiée à la reine, ainsi que l'administration de la maison du roi, avec un conseil pour l'assister, mais qui n'auroit pas le pouvoir de s'opposer à ses déterminations.

M. Powys, Lord North, M. Fullarton, & quelques autres membres, s'éleverent avec force contre ce plan de la régence, & le combattirent avec les mêmes argumens déjà employés, & qu'il est par conséquent inutile de rapporter. M. Sheridan prononça un long discours plein d'esprit & d'invectives contre M. Pitt, qui dédaigna d'y répondre; après quoi l'on fut aux voix, & les résolutions furent adoptées par une grande majorité, excepté la cinquième, qui fut renvoyée à être examinée le lundi suivant.

Il étoit presque impossible de présenter de nouveaux argumens sur des questions si longtemps débattues; ainsi l'on ne sera pas surpris que je ne fasse pas l'analyse des discours qui se firent de part & d'autre sur ce sujet. Des deux côtés chacun parut avoir rassemblé toutes ses forces pour produire un effet utile

au

au parti qu'il suivoit. Lord North n'avoit jamais montré plus d'éloquence, d'énergie & de dialectique qu'il en fit voir le 16 & le 19. M. Fox, dans son discours du 19, réunit tous les talens brillans dont il étoit doué, pour rendre plausibles les raisons qu'il opposoit au plan de son antagoniste; mais tout cela ne servit qu'à prolonger les séances, & à donner plus d'éclat au triomphe de M. Pitt. L'argument des amis du prince, qui fit le plus d'impression, fut qu'en donnant à la reine le pouvoir de disposer de tant de grands emplois, c'étoit, non-seulement priver le régent de toute l'influence qui étoit nécessaire pour conduire avec succès les rênes du gouvernement; mais on créoit par-là une quatrième puissance inconnue jusqu'ici à la constitution; on donnoit à la reine une autorité qui pouvoit devenir abusive, si sa majesté étoit mal conseillée, sans qu'il y eût aucune responsabilité, le conseil qui lui étoit destiné ne devant avoir aucune autorité pour s'opposer à ses déterminations. Le chevalier Scott & autres répondirent, en représentant la nécessité où l'on étoit de ne pas investir le régent de tout le pouvoir du roi, ce qui seroit

en

en effet détrôner sa majesté. “ Ils dirent
 “ qu’il étoit indécent de supposer qu’en
 “ confiant l’administration de la maison du
 “ roi à la reine, c’étoit la mettre entre des
 “ mains ennemies du gouvernement de son
 “ fils. De quelque côté que l’on envi-
 “ sageât la situation des affaires, il y avoit
 “ des inconvéniens; & puisque le devoir
 “ des deux chambres, en nommant un ré-
 “ gent, étoit de ménager au roi la facilité
 “ de reprendre le timon des affaires, lors-
 “ qu’il auroit recouvré la raison, il étoit de
 “ leur prudence de ne pas laisser tout le pou-
 “ voir entre les mains de celui qui devoit
 “ gouverner pendant son incapacité.”

M. Rolle annonça qu’il donneroit son con-
 sentement à la nomination du prince de
 Galles à la régence, supposé cependant que
 son altesse royale n’eût pas contracté avec
 une personne de la religion romaine un
 mariage légal ou de conscience. Le cheva-
 lier Basset l’accusa d’aller contre les formes
 de la chambre en introduisant une telle sup-
 position, dénuée de toute autorité; mais il
 insista sur son intention d’agiter cette ques-

H

tion

tion lorsque l'on passeroit l'acte de régence, malgré toutes les menaces & les efforts que l'on pourroit lui opposer. Lord North s'éleva contre un dessein tellement hors de propos, & si peu fondé, mais M. Rolle ne parut pas se rendre à ses sages observations.

Il s'agissoit ici d'une dame de condition,* veuve, & de la religion romaine. Depuis quelques années, il subsistoit une liaison étroite entre elle & le prince de Galles, ce qui avoit donné lieu au bruit qui s'étoit répandu qu'ils étoient mariés. Il avoit été question, l'année précédente, d'approfondir ce mystère dans la chambre des communes; mais M. Fox ayant déclaré alors qu'il étoit autorisé à affirmer que ce bruit n'avoit pas le moindre fondement, on n'y avoit plus fait d'attention. M. Pitt, ayant eu connoissance de l'idée qu'avoit M. Rolle de faire revivre cette affaire, fit en vain son possible pour l'en dissuader; quoique M. Rolle lui fût fort attaché, il ne voulut jamais se désister du parti qu'il avoit pris.

Dans

* Madame Fitzherbert, fille de Mr. Smith gentilhomme Anglois d'une ancienne famille.

Dans quelque sens que l'on envisageât cette question, elle étoit odieuse, inutile, & ne pouvoit même servir aucunement contre le prince. Il étoit vrai que par l'acte passé la première année du roi Guillaume III. cité par lord Abingdon, le 26 décembre, dans la chambre des pairs, si un prince de la famille royale épousoit une personne, faisant profession de la religion catholique romaine, il devoit être exclus de l'hérédité du trône; mais, outre qu'il n'y avoit pas lieu de penser que le prince de Galles fût dans le cas prononcé par cet acte, il existoit un autre acte, passé sous le regne de son pere, par lequel aucun prince de la famille royale ne pouvoit se marier sans avoir préalablement demandé & obtenu le consentement du roi.* Or cette démarche n'ayant jamais été faite, le prince ne pouvoit pas avoir contracté un mariage valide, & la supposition d'un tel fait se détruisoit d'elle-même.

Le jeudi & le vendredi suivant, la chambre des pairs adopta les cinq résolutions de la chambre des communes, qui devoient former

H 2 fortes

* En donnant part de son intention au Conseil Privé.

la base de l'acte de régence. Il y eut de fortes altercations; le chancelier, lord Camden d'un côté, lord Stormont & lord Rawdon de l'autre, furent ceux qui se distinguèrent le plus dans ces débats; mais on ne fit qu'y répéter ce qui s'étoit déjà avancé plusieurs fois. Lord Camden tourna en ridicule la crainte qu'avoient les amis du prince qu'il n'eût pas assez d'autorité pour bien conduire les affaires du gouvernement.

“ Il demanda s'il ne suffisoit pas à des
 “ ministres bien intentionnés d'avoir la dis-
 “ position des emplois dans l'armée, dans
 “ la marine, dans les douanes, les aydes,
 “ dans les Indes orientales & occidentales,
 “ & dans l'Irlande? Puisqu'ils desirerent,
 “ dit-il, d'être populaires, qu'ont-ils besoin
 “ de tant d'influence? Ils n'ont qu'à s'ap-
 “ pliquer à *augmenter les revenus, à fortifier*
 “ *les intérêts de la couronne par des alliances*
 “ *étrangeres, à faire fleurir le commerce &*
 “ *l'étendre; à diminuer la dette publique, en-*
 “ *richir le négociant, procurer le débit des ma-*
 “ *nufactures;* qu'ils mettent ces moyens en
 “ œuvre, & ils n'auront besoin, ni de l'in-
 “ fluence de la maison du roi, ni de créer de
 “ nouveaux pairs. Ils auront les suffrages
 “ de

“ de la nation, qui retentiront comme autant
 “ d’échos dans toutes les parties du royaume,
 “ comme il arrive à présent au ministre,
 “ dont les talens & l’intégrité lui ont mé-
 “ rité une distinction si honorable & si flat-
 “ teuse.” Le chancelier combattit avec
 beaucoup de force l’opinion que l’on cher-
 choit à établir, qu’il subsistoit des divisions
 entre le prince & la reine; il soutint qu’elle
 n’avoit aucun fondement, & que le pouvoir
 donné à sa majesté de disposer des emplois
 dans la maison du roi, ne devoit être exercé
 qu’en faveur & pour l’avantage du gouverne-
 ment de son fils; & lorsque les lords, dans
 l’opposition, firent les plus grands efforts
 pour faire attribuer l’administration de la
 maison du roi au prince, il s’écria, d’un ton
 véhément & pathétique: “ Quoi! le sou-
 “ verain de trois royaumes seroit réduit à
 “ une situation abjecte! Non, je réclame
 “ pour le roi les droits d’un roi qui est
 “ malade; je réclame pour le roi les mar-
 “ ques de royauté que la nation a jugées
 “ nécessaires à la situation d’un roi. J’in-
 “ siste sur les droits appartenans à la ma-
 “ jesté du trône, & y aura-t-il un seul pair

“ ici qui ose les lui refuser ? Je proteste de-
 “ vant Dieu que je n’aurois jamais cru qu’il
 “ y eût eu un seul des lords ici présens, qui
 “ desirât voir le roi dépouillé de tous les or-
 “ nemens de la royauté, & réduit à un état
 “ d’humiliation & d’abandon ; dans le tems
 “ sur-tout où il éprouve le plus grand des
 “ revers ; un roi délaissé au moment de la
 “ plus grande nécessité, par ceux qui ont
 “ ressenti autrefois les effets de sa bonté.”

27. Jan.

Le 27, M. Pitt proposa de voter une adresse
 au prince de Gallès, pour supplier son altesse
 royale d’accepter la régence aux termes pres-
 crits par les arrêtés du parlement, & une
 autre à la reine, pour la prier de se charger
 de l’administration de la maison du roi.—
 Cette mesure étoit imprevue, & surprit les
 amis du prince. Ils trouverent à redire que
 M. Pitt eût changé son plan, & s’opposèrent
 à ces adresses ; mais la proposition passa sans
 aller aux voix. Le ministère actuel cher-
 choit à s’assurer du consentement du prince
 avant de proposer dans les deux chambres
 l’acte de régence fondé sur les arrêtés, afin
 de s’épargner par-là, les longs débats qui
 pouvoient

pouvoient s'en suivre. Il paroissoit d'ailleurs que par ce moyen on éviteroit peut-être aussi de créer la commission du grand sceau pour donner la sanction à cet acte, mais la suite fit voir le contraire. Le 28, la chambre des pairs adopta les mêmes résolutions, de faire des adresses au prince et à la reine, & le jour suivant les deux chambres conférèrent ensemble sur le nombre des députés qui devoient être envoyés à l'un & à l'autre. Deux pairs & quatre membres de la chambre des communes furent choisis pour chaque députation.

M. Fox ne fut pas présent à ces séances. Il étoit parti pour Bath le 26. Sa retraite, dans un moment aussi critique, donna lieu à plusieurs conjectures. La raison alléguée par ses amis, & la plus naturelle, étoit que la fatigue extrême du voyage avoit altéré sa santé, au point qu'il avoit à peine pu se trouver aux débats les plus intéressans, & que regardant l'affaire de la régence comme finie, il n'avoit pas cru nécessaire d'assister à ce qui restoit à faire pour la forme du *bill*; & ses médecins l'ayant pressé d'essayer si les

eaux de Bath pourroient lui être utiles, il avoit profité de cet intervalle pour se reposer & tâcher de se remettre. D'autres disoient que M. Rolle, persistant toujours à faire sa *motion*, relativement au mariage prétendu du prince, se proposoit de sommer M. Fox de déclarer quelle autorité il avoit eue pour assurer qu'il n'existoit pas; & que celui-ci, par des motifs de délicatesse, de prudence, & peut-être aussi engagé par son altesse royale, avoit jugé à propos d'être absent dans cette circonstance embarrassante. D'autres disoient encore, que M. Fox, ayant éprouvé quelques dégoûts sur les arrangemens futurs de l'administration, s'étoit retiré à Bath; mais ce bruit n'avoit aucun fondement.

30. Jan.

Les députés des deux chambres se rendirent le 30 chez le prince, & chez la reine avec les adresses. Le prince les reçut assis & lut sa réponse. “ Elle portoit en substance, “ qu’il accepteroit la régence aux conditions “ prescrites, dans la supposition cependant “ qu’elles n’étoient que pour un tems, & “ procédoient de l’espérance que l’on nour- “ rissoit de la prompte guérison du roi. Il “ leur

“ leur remit ensuite sa réponse par écrit.”
 La reine accepta simplement & sans observations.

Le 31 Janvier, la chambre des pairs s'assembla pour délibérer sur le moyen qui devoit être employé pour ouvrir le parlement & passer l'acte de régence. On commença par y faire la lecture des réponses du prince & de la reine ; après quoi lord Camden, président du conseil, se leva pour proposer de nommer une commission du grand sceau, afin de donner la sanction à tout ce qui avoit été fait en procurant le consentement royal aux arrêtés des deux chambres. “ Ce devoit être, dit-il, le résultat naturel & la conclusion de cette grande affaire, sans quoi, tout ce qui avoit été fait jusqu'ici devenoit vain & inutile. Il prévoyoit tout ce que l'on pourroit objecter contre l'idée de constituer une commission du grand sceau pour manifester le consentement du roi, lorsque son incapacité naturelle ne lui permettoit pas de la signer ; mais on ne pouvoit pas imaginer un autre moyen plus convenable.”

“ On

31. Jan.

“ On avoit élevé une question de droit,
 “ & quoiqu'elle eût été avancée & défendue
 “ par un sénateur éminent de l'autre cham-
 “ bre, avec toute l'énergie & l'habileté qui
 “ brilloient en lui; quoiqu'un autre mem-
 “ bre de cette chambre-ci, distingué par ses
 “ profondes connoissances dans la loi, se fût
 “ engagé, comme juge & jurisconsulte, à
 “ prouver que le droit d'être régent étoit in-
 “ hérent au prince de Galles; cependant,
 “ cette question avoit été abandonnée, on y
 “ avoit renoncé, & ces expressions, si fortes
 “ & si remarquables, avoient fini par être
 “ de vaines déclamations qui n'étoient ap-
 “ puyées en aucune façon par la loi, ni par
 “ la lettre ou l'esprit de la constitution. La
 “ discussion des exemples précédens avoit
 “ ensuite succédé; mais les argumens que
 “ l'on avoit voulu en tirer contre le plan
 “ proposé par l'administration, n'avoient
 “ produit aucun effet; il avoit paru au con-
 “ traire, que dans toutes les situations où ce
 “ royaume s'étoit trouvé, lorsque la capa-
 “ cité naturelle du roi avoit manqué, son
 “ autorité politique étoit dévolue à la na-
 “ tion, ou à ses représentans. On s'étoit
 “ rejeté

“ rejeté après cela sur les restrictions du
 “ pouvoir du régent ; cette tentative n'avoit
 “ pas eu plus de succès, car dans tous les
 “ exemples qui avoient été cités, il avoit
 “ paru que le régent avoit été plus restreint
 “ dans son autorité que ne devoit être le
 “ prince dans cette circonstance. La dis-
 “ tinction faite, d'un prince de Galles en
 “ âge, n'avoit eu aucun poids dès qu'il
 “ avoit été décidé que son altesse royale
 “ n'avoit pas plus de droit à la régence
 “ qu'aucun autre sujet. Tous ces points
 “ ayant été discutés avec précision, la plu-
 “ ralité dans les deux chambres ayant ap-
 “ prouvé les résolutions présentées au prince,
 “ & son altesse royale ayant accepté la ré-
 “ gence aux termes prescrits, il ne restoit
 “ qu'à sanctionner l'acte de la régence ; cela
 “ ne pouvoit se faire que par une commis-
 “ sion du grand sceau. La capacité natu-
 “ relle du roi étoit absente, mais sa capa-
 “ cité politique subsistoit toujours. Le roi
 “ ne pouvoit mourir. C'étoit au parle-
 “ ment à suppléer à ce qui manquoit, en
 “ ordonnant que le grand sceau fût apposé
 “ pour ratifier ce que les deux chambres
 “ avoient

“ avoient résolu, & nommer le prince de
 “ Galles seul régent, avec les restrictions dé-
 “ terminées. Si l'on imaginoit un moyen
 “ plus convenable, on devoit le proposer.—
 “ On diroit peut-être, que la commission du
 “ grand sceau, pour un tel acte, étoit une
 “ mesure illégale, mais personne ne diroit
 “ qu'elle n'étoit pas absolument nécessaire.
 “ Si l'acte étoit indispensable, & que le roi
 “ n'y pût pas donner sa sanction, il falloit
 “ bien que le parlement le fît. La loi vi-
 “ voit; elle exerçoit ses fonctions dans tous
 “ les tribunaux, & n'admettoit aucune in-
 “ capacité dans le pouvoir politique du roi,
 “ quoique son incapacité naturelle fût claire-
 “ ment reconnue. N'avoit-on pas des ex-
 “ emples de rois enfans de six mois, de deux
 “ ans, qui avoient été supposés donner leur
 “ consentement à des loix, même encore en
 “ force? N'avoit-on pas des loix de Henri
 “ VI. passées lorsqu'il se trouvoit dans le
 “ même état où est le roi à présent, quoi-
 “ qu'il ne pût pas signer alors les commif-
 “ sions du grand sceau, pour leur donner la
 “ sanction?” Lord Camden conclut par
 faire la motion, “ qu'il seroit nommé une
 “ commission

“ commission du grand sceau de ce royaume,
 “ pour constituer les personnes suivantes,
 “ ou trois d'entre elles, commissaires, pour
 “ donner le consentement royal aux résolu-
 “ tions passées dans les deux chambres, pour
 “ ouvrir le parlement, nommer un régent,
 “ &c.” Les noms des commissaires étoient
 le prince de Galles, le duc d'York, le duc de
 Gloucester, le duc de Cumberland, l'arche-
 vêque de Canterbury, l'archevêque d'York,
 le chancelier, le garde de sceau privé, le
 président du conseil, le chef-juge du banc du
 roi, le grand maître d'artillerie, le premier
 lord de l'amirauté, lord Sydney, lord Car-
 marthen*, le duc de Chandos, lord Salis-
 bury, lord Aylesbury, & lord Waldegrave.

Lord Stormont, lord Carlisle, lord Derby,
 lord Porchester, lord Fitzwilliam, s'oppo-
 sèrent à cette mesure par les raisons tant de
 fois employées. Lord Carmarthen & lord
 Hawkesbury leur répondirent, & ce dernier
 cita un exemple analogue au cas actuel; celui
 du commencement du regne de Henri VI.

lorsque

* A-présent Duc de Leeds.

lorsque le duc de Gloucester fut nommé protecteur du royaume par le parlement, & que le grand sceau fut apposé à une commission pour donner la sanction à cet acte par l'autorité des deux chambres.

Le duc d'York demanda que son nom & celui du prince de Galles fussent omis dans la liste des commissaires, ajoutant que cette mesure leur paroissant illégale & contraire à la constitution, ils n'y vouloient prendre aucune part. Le duc de Cumberland fit la même réquisition en son nom et celui du duc de Gloucester. Les ministres trouverent qu'il étoit contradictoire de prononcer illégale une commission qui devoit nommer un régent disposé à recevoir le pouvoir qu'elle lui attribuerait; mais on ne suivit pas ce raisonnement, & la résolution passa sans en venir à une division.

2. Feb. Le lundi 2 février, M. Pitt fit la même motion dans la chambre des communes, & parla à peu-près dans les mêmes termes qu'avoit fait lord Camden. La résolution des pairs fut adoptée après de longs débats, dans

dans lesquels M. Pitt, le chevalier Scott d'un côté, & lord North, M. Dempster & M. Burke de l'autre, se distinguèrent le plus, mais on n'y dit rien de nouveau.

Le lendemain, les deux chambres s'étant assemblées, lord Bathurst, à la place du chancelier, qui étoit indisposé, ayant fait le rapport de la résolution passée pour ouvrir le parlement par autorité d'une commission du grand sceau, les pairs sortirent pour se revêtir de leurs robes, & étant rentrés, le maître des cérémonies de la chambre des pairs fut député à la chambre des communes pour desirer leur présence, afin d'entendre lire la commission pour l'ouverture du parlement. Lord Bathurst, l'archevêque de Canterbury, lord Stafford, lord Sydney, & lord Salisbury, six des pairs nommés pour être commissaires, étant placés auprès du trône, & la dernière prorogation du parlement étant récitée, on fit la lecture de la commission du grand sceau qui ordonnoit l'ouverture du parlement; après quoi lord Bathurst, un des commissaires, dit :

“ MYLORDS

MYLORDS ET MESSIEURS,

“ En conséquence de l'autorité qui nous
 “ à été conférée par une commission du roi
 “ scellée du grand sceau, qui vous a été lue,
 “ déclarant entre autres choses les causes de
 “ cette présente assemblée, nous desirons
 “ porter votre attention sur les circonstances
 “ fâcheuses de la maladie de sa majesté, qui
 “ demandent nécessairement qu'il soit pour-
 “ vu au soin de sa personne royale, & à la
 “ formation d'une autorité légitime pendant
 “ la durée de cette calamité, de la manière
 “ que la nécessité des circonstances paroîtra
 “ l'exiger.”

On procéda ensuite aux formes usitées à
 l'ouverture du parlement, & la chambre des
 communes s'étant rassemblée, M. Pitt ob-
 serva que dans la situation présente il ne
 restoit autre chose à faire que de proposer
 qu'il fût permis de préparer un *bill*, afin de
 pourvoir au soin de la personne royale de sa
 majesté, & à l'exercice de l'autorité du roi
 pendant sa maladie. La motion ayant été
 admise, le chancelier de l'échiquier (M. Pitt)
 & quelques

& quelques autres, eurent ordre de préparer le *bill* & de le présenter.

Le 5 de Février, M. Pitt présenta l'acte *5. Feb.* de la régence contenant quelques nouvelles clauses, outre les restrictions déjà connues. L'une étoit, que si le régent épousoit une catholique romaine, son autorité cesseroit dès ce moment; qu'en cas de la mort de la reine, le pouvoir confié à sa majesté passeroit à son conseil avec quelques légères différences expliquées; que le régent ne pourroit pas sortir du royaume; qu'il n'auroit pas l'administration des soixante mille livres sterlings, faisant la caisse particulière du roi; enfin la dernière partie de ce *bill* (dont je donnerai la substance ci-après) avoit pour but d'établir avec précision la manière dont le roi, après sa guérison, pourroit reprendre les rênes du gouvernement. Chacune des restrictions fut opposée par lord North & M. Burke principalement. L'usage est que, dans une affaire de conséquence, le *bill* soit lu deux fois en deux jours différens, & que la chambre se forme ensuite en comité pour délibérer avec plus de liberté sur chaque article; c'est alors

que la discussion est plus animée, & que l'on présente les objections dans toute leur force.

7 Feb.

Le 7 Février, quand on en vint à l'article qui portoit, que si le régent épousoit une personne de la religion catholique romaine, son autorité devoit dès-lors cesser, M. Rolle prit cette occasion d'introduire la motion qu'il avoit résolu de faire, en proposant d'ajouter : " que l'on exclueroit de la régence " quiconque auroit épousé légalement, ou " en effet, une personne faisant profession de " la religion catholique romaine." Lord Belgrave s'opposa le premier à cette motion ; il dit : qu'après la déclaration solennelle faite à ce sujet quelque tems avant par autorité, une telle motion devenoit inutile, & tendroit à exciter le trouble dans les délibérations. M. Pitt acquiesça à l'opinion de lord Belgrave, & dit que la chambre n'avoit aucun droit d'approfondir des bruits incertains. Lord North, M. Sheridan, M. Grey, ayant imputé à M. Rolle des motifs de malignité, M. Pitt & M. Dundas le justifient d'avoir eu une telle intention ; & l'amendement de M. Rolle ayant été enfin proposé, fut rejeté unanime-

unanimement. La clause, introduite par M. Pitt à ce sujet, dans l'acte de régence, fut conservée & regardée simplement comme un supplément à l'acte passé au commencement du regne de Guillaume III. pour assurer la succession dans la ligne protestante; mais cet acte ne portant que sur l'hérédité du trône, on avoit jugé nécessaire d'ajouter ici une clause pour appliquer au régent l'obligation imposée à tout héritier de la couronne.

Il me paroît à propos d'exposer ici la substance de l'acte de régence, dont je n'omettrai que les inutilités du style & les répétitions. Il portoit :

“ Que le roi étant incapable d'exercer personnellement l'autorité royale, il étoit devenu nécessaire de suppléer à ce défaut pendant la durée de son indisposition, de la manière que l'exigeoient les circonstances & les intérêts de la nation.”

“ Que le prince de Galles seroit revêtu de l'autorité souveraine, laquelle il exerceroit sous le titre de régent, au nom de sa ma-

“ jecté, avec les restrictions contenues dans
 “ le *bill*.”

“ Que son altesse royale, avant que d'en-
 “ trer en pouvoir, seroit tenue à prêter ser-
 “ ment devant le conseil privé, qu'il s'ac-
 “ quitteroit des fonctions de régent du roy-
 “ aume, sous les conditions prescrites par
 “ cet acte.”

“ Que ledit régent, n'étant regardé que
 “ comme remplissant une place de confiance
 “ en Angleterre, prêteroit, en présence du
 “ conseil privé, les sermens ordinaires, souf-
 “ criroit aux déclarations, requises par les
 “ loix du royaume de tous ceux qui rem-
 “ plissent des places de confiance, & pro-
 “ duiroit un certificat par lequel il seroit at-
 “ testé qu'il auroit reçu la communion selon
 “ le rite de l'église anglicane.”

“ Qu'il ne pourroit pas, au nom du roi,
 “ donner la sanction royale à aucun acte
 “ tendant à altérer la succession au trône de
 “ la manière dont elle est établie dans la
 “ maison de Hanovre, ni rien innover ou
 “ changer

“ changer dans la religion & les rites de
 “ l’église anglicane ou presbytérienne en
 “ Angleterre & en Ecosse.”

“ Que si le régent s’absentoit de l’Angle-
 “ terre, ou épousoit une catholique romaine,
 “ ses pouvoirs cesseroient.”

“ Qu’il ne pourroit créer aucuns pairs,
 “ excepté les descendants de sa majesté ayant
 “ atteint l’âge de 21 ans; ni accorder la
 “ survivance d’aucune place, nommer à au-
 “ cun emploi, donner aucune pension pour
 “ un plus long terme que durant le plaisir
 “ de sa majesté; mais cependant qu’il pour-
 “ roit nommer aux charges, constituées par
 “ les loix places à vie, ou à celles qui peu-
 “ vent être occupées tant que la conduite
 “ de ceux qui en sont revêtus n’est pas ré-
 “ préhensible.”

“ Que le régent ne pourroit donner à bail,
 “ ni aliéner, les propriétés personnelles du
 “ roi, mais seulement renouveler les baux;
 “ qu’il auroit le droit de disposer des biens
 “ confisqués au profit de sa majesté pour

“ dette à la couronne, pour crimes de tra-
 “ hison ou félonie quelconque, selon les
 “ formes accoutumées; qu’il pourroit dimi-
 “ nuer, mitiger, ou remettre les confisca-
 “ tions dans les cas où la loi autorise cette
 “ indulgence, & pourroit enfin disposer des
 “ revenus de la liste civile selon les actes du
 “ parlement presents, ou futurs.”

“ Que les paiemens faits à la reine, ou
 “ autres personnes de la famille royale, au-
 “ roient lieu dans toute leur étendue pen-
 “ dant la durée de la régence.”

“ Qu’il seroit pris sur la liste civile les
 “ sommes nécessaires pour subvenir aux dé-
 “ penfes qui ont lieu chaque quartier dans
 “ les différens départemens de la maison du
 “ roi, selon l’acte passé la douzieme année
 “ du regne de sa majesté, dont les conditions
 “ sont que le montant desdites sommes n’ex-
 “ cedent pas celle de, &c.”

“ Que son altesse royale auroit droit de
 “ faire, au nom de sa majesté, des conces-
 “ sions ou augmentations sur les différens
 “ droits

“ droits & revenus payables en Ecoſſe, de la
 “ maniere autorifée par les loix, & ſeule-
 “ ment juſqu’au bon plaifir de ſa majeſté.”

“ Que le premier lord de la tréſorerie ſe-
 “ roit requis de faire remettre tous les ans
 “ la ſomme de 1.60,000 ſt. priſe ſur les re-
 “ venus de la liſte civile, au garde de la
 “ caſſette de ſa majeſté, qui eſt autorifé, par
 “ le préſent *bill*, à employer la ſomme de
 “ 1.12,000 ſt. durant la régence, à l’uſage
 “ auquel il avoit coutume de l’employer par
 “ les ordres de ſa majeſté, & à payer la
 “ ſomme de 1.4,000 ſt. à la reine, pour être
 “ employée aux autres uſages auxquels elle
 “ croiroit que ſon auguſte époux l’auroit
 “ deſtinée. Le reſte de la ſomme ci-deſſus
 “ ſpécifiée ſeroit placé dans les fonds pub-
 “ lics, ainſi que le ſurplus net des revenus
 “ du duché de Lancaſter.”

“ Le ſoin de la perſonne du roi, auffi
 “ bien que la direction de ſa maiſon, ſeront
 “ confiés à la reine pendant la durée de ſa
 “ maladie. Sa majeſté nommera à toutes

“ les places, & pourra renvoyer, ou élire,
“ les individus selon son bon plaisir.”

“ Il sera établi un conseil qui s'assemblera
“ toutes les fois que la reine le jugera à
“ propos. Ce conseil sera composé de
“ l'archevêque de Canterbury, l'archevêque
“ d'York, lord Thurlow,* lord Kenyon
“ (chef-juge du banc du roi), le grand
“ chambellan, le grand maître de la maison
“ du roi, le premier seigneur de la chambre
“ (*Groom of the Stole*). Ils seront tenus à
“ prêter le serment, ici prescrit, devant le
“ conseil privé. Leur fonction sera de con-
“ seiller la reine, mais ils n'auront aucun
“ droit de contrôle. Si l'un d'eux vient à
“ mourir, sa majesté pourra lui nommer un
“ successeur.”

“ Ce conseil pourra examiner, sous ser-
“ ment, les médecins du roi, & toutes les
“ personnes qui l'entourent, tant sur l'état
“ de

* Le chancelier, désigné ici par son nom (et non par sa dignité) afin qu'il put être du conseil de la reine, quand même on lui ôteroit la place de chancelier.

“ de sa majesté, que sur tout ce qui y est
“ relatif.”

“ Si un membre de la chambre des com-
“ munes accepte un poste lucratif à la no-
“ mination de la reine ou du régent, son
“ élection deviendra nulle, & il sera procédé
“ au choix d'un autre membre, comme s'il
“ avoit été nommé à cette place par le roi
“ lui-même.”

“ Si la reine venoit à mourir pendant la
“ maladie du roi, le régent en donneroit
“ publiquement avis par une proclamation
“ passée au grand sceau. Si le parlement se
“ trouvoit alors prorogé, ou ajourné, il le
“ feroit assembler au plutôt; & s'il n'y en
“ avoit point dans cette conjoncture, il
“ convoqueroit les membres du parlement
“ précédent, qui siégeroit seulement pour
“ prendre de nouveau en considération le
“ soin de la personne du roi & l'administra-
“ tion de sa maison. Pendant cet intervalle
“ le conseil de la feu reine rempliroit ses
“ fonctions à ces deux égards, sans avoir le
“ droit, non plus que le régent, de déplacer
“ ou

“ ou d'élire aucun des officiers de la maison
 “ de sa majesté.”

“ Si le régent mouroit, le conseil privé en
 “ donneroit avis par une proclamation sem-
 “ blable, passée au grand sceau. Le parle-
 “ ment, soit qu'il fût prorogé, ajourné, ou
 “ dissous, à cette époque, se rassembleroit
 “ de la maniere ci-dessus indiquée, pour
 “ prendre les mesures que les circonstances
 “ rendroient nécessaires.”

“ Quand il paroîtra à la reine & à son
 “ conseil que sa majesté est rétablie, & en
 “ état de vaquer aux affaires, elle en infor-
 “ mera le conseil privé par une notification
 “ signée de sa main, & souffignée par les
 “ membres de son conseil ; & cette notifi-
 “ cation sera communiquée au lord-maire
 “ de la cité de Londres, & imprimée dans
 “ la gazette de la cour. Si, après la récep-
 “ tion de cet avis, le roi, par un ordre signé
 “ de sa main, enjoint au président du conseil
 “ privé d'en convoquer les membres, ils se
 “ rendront auprès de sa majesté ; & lorsque,
 “ de l'avis du conseil, elle déclarera son in-
 “ tention

“ tention de reprendre les rênes du gou-
“ vernement, par une proclamation contre-
“ signée par les membres dudit conseil privé,
“ les pouvoirs délégués au régent, en vertu
“ du présent *bill*, cesseront dès ce moment,
“ & sa majesté rentrera dans toutes les fonc-
“ tions de l'autorité royale.”

“ Si, à cette époque, le parlement se trou-
“ voit prorogé, ou ajourné, il s'assemblera
“ aussi-tôt; & s'il étoit dissous, les mem-
“ bres qui constituoient le dernier parle-
“ ment, seront convoqués & siégeront, pour
“ le moment, comme s'il n'y avoit pas eu
“ de dissolution.”

“ Il est ordonné, par cet acte, que les
“ pouvoirs qui y sont établis commenceront
“ à être en force le 18 février.”

“ Par une clause, introduite par M. Pul-
“ teney, après tous les débats sur le *bill*, il
“ fut statué en outre que la restriction im-
“ posée au régent de ne pouvoir créer de
“ pairs, n'auroit lieu que pour trois ans.—
“ J'expli-

“ J'expliquerai tout-à-l'heure la raison qui
 “ fit ajouter cette clause.”

11. Feb.

Je m'arrêterai premièrement sur l'article qui tenoit le plus à cœur au parti de l'opposition, & contre lequel on s'éleva davantage. Tous furent plus ou moins combattus, mais on fit les plus grandes objections à celui qui établissoit la maniere dont le roi devoit reprendre les rênes du gouvernement. Le 11 février, lorsqu'il fut délibéré sur ce sujet, on observa que “ le procédé proposé alloit directement contre les droits du parlement, “ qui ayant approfondi l'état de la maladie “ du roi, & reconnu son incapacité présente “ d'exercer l'autorité royale, devoit seul “ juger quand il pourroit en reprendre les “ fonctions. La nation avoit reçu du parlement l'information de l'incapacité du roi, “ & ne devoit pas recevoir par un autre “ canal la nouvelle importante de son rétablissement. Le conseil de la reine, “ n'ayant aucun droit de contrôler ses volontés, pouvoit, par complaisance, déférer “ au sentiment naturel à sa majesté, de croire “ son auguste malade rétabli; mais ce qui
 “ seroit

“ seroit assez pour satisfaire les desirs &
 “ l’empressement d’une tendre épouse, ne
 “ suffiroit pas pour tranquilliser la nation
 “ dans un objet d’aussi grande conséquence.
 “ Il étoit aisé de pénétrer les vues du mi-
 “ nistère actuel; ils ne songeoient qu’à pro-
 “ fiter d’un intervalle lucide dans la maladie
 “ du roi, pour lui faire reprendre les rênes
 “ du gouvernement par une proclamation,
 “ les remettre en place, & passer, à l’aide
 “ d’une commission, un autre acte de ré-
 “ gence qui les affermiroit pour long-tems
 “ dans leur situation. Alors on verroit le
 “ pouvoir de la couronne entre les mains
 “ d’un petit nombre d’individus, & la con-
 “ stitution de ce royaume devenir aristo-
 “ cratique.”—M. Pitt, le colonel Phips, M.
 Dundas, répondirent à ces objections: ils
 posèrent pour principe, “ qu’il avoit été né-
 “ cessaire que le parlement intervint pour
 “ constater l’incapacité du roi, parce que de
 “ la vérification de ce fait, il lui en résul-
 “ toit le droit de suppléer au défaut de l’exercice
 “ du pouvoir exécutif; mais aussi-tôt que
 “ la cause de cette incapacité cessoit, le par-
 “ lement ne devoit pas intervenir, parce que
 “ ses

“ ses droits n'étoient point intéressés par la
 “ nouvelle situation de sa majesté, qui ren-
 “ troit alors naturellement dans l'exercice
 “ de ses fonctions. Personne n'oseroit avan-
 “ cer que le roi n'avoit pas le droit de ré-
 “ clamer ses prérogatives; on ne pouvoit
 “ révoquer en doute la validité d'une pro-
 “ clamation royale, signifiée par sa majesté
 “ même, au milieu de son conseil privé; &
 “ d'ailleurs, préalablement à cette déclara-
 “ tion, un autre procédé solennel devoit
 “ avoir lieu: les deux premiers prélats, les
 “ deux plus respectables jurisconsultes du
 “ royaume, les quatre grands officiers de la
 “ maison du roi, devoient constater l'état du
 “ roi & en informer le conseil privé, en
 “ souffignant la notification de la reine. Y
 “ avoit-il quelqu'un qui pût imaginer un
 “ moment que tant de personnages graves
 “ & considérables, soutenus du conseil privé,
 “ & tous responsables à la nation de leur
 “ conduite, pussent prendre sur eux de faire
 “ une telle démarche, dont la témérité se-
 “ roit bientôt dévoilée & punie comme elle
 “ le mériteroit?” Cette clause passa enfin à
 la pluralité de 68 voix.

On

On trouva à redire aussi que les princes du sang, les fils & freres du roi, ne fussent pas admis au conseil de la reine; mais on donna pour raison de cette omission, qu'ils étoient les conseillers naturels de sa majesté, & que par conséquent il étoit inutile de les nommer. D'ailleurs, on avoit trop de respect pour la maison de Brunswick, pour vouloir rendre les princes de cette maison responsables au parlement des conseils qu'ils pourroient donner.

Quant à la clause proposée par M. Pulteney, on l'adopta pour obvier à la difficulté qui s'étoit élevée, que s'il arrivoit un jour que l'on voulût ôter la restriction imposée au régent de ne pouvoir créer des pairs, il étoit à craindre que la chambre haute ne rejettât cette proposition, ayant intérêt de laisser subsister une restriction qui augmentoit son importance, en prévenant l'accroissement du nombre de ses membres.

Enfin, le 12 février, le *bill*, ayant été lu pour la troisieme fois, passa dans la chambre des communes sans aller aux voix. Le 13, il

413.
12. Feb.

il fut porté à la chambre des pairs, qui le lut pour la première fois, & en remit la seconde lecture au lundi 16 mois.

Cependant, depuis près de quinze jours, la santé du roi, de l'aveu des médecins les plus circonspects, alloit de mieux en mieux. Déjà l'on parloit de convalescence, & l'on concevoit l'espoir d'un prompt rétablissement. On alloit même jusqu'à dire que l'opposition ne jugeroit pas à propos de conseiller au prince de changer le ministère pour le peu de tems qu'ils prévoyoiént être en place. L'inconvénient d'être obligés de se faire élire de nouveau, & la dépense que cette mesure leur occasionneroit, ne pouvoient balancer le foible avantage qu'ils recueilleroient d'une administration de si courte durée. Malgré cela, les amis du prince sembloient persister dans leur sentiment qu'il falloit former une autre administration aussitôt que l'acte de régence auroit passé. Voici quels étoient les principaux arrangemens: le duc de Portland devoit être premier seigneur de la trésorerie; lord John Cavendish chancelier de l'échiquier (*contrôleur général des finances*);

finances); M. Fox secrétaire d'état pour les affaires étrangères; lord Stormont pour les affaires intérieures, ou président du conseil; lord Spencer vice-roi d'Irlande; lord Fitzwilliam devoit avoir le département de la marine; le duc de Northumberland l'artillerie; le colonel Fitzpatrick le bureau de la guerre; lord Carlisle garde du sceau privé. Le grand sceau devoit être mis en commission, & lord Loughborough être le premier commissaire; M. Burke, enfin, devoit être trésorier de l'armée, & M. Sheridan trésorier de la marine.

En attendant, on continuoît à procéder, dans la chambre des pairs, à l'examen du *bill*. Toutes les clauses, excepté une, avoient passé, celle de la manière dont le roi devoit reprendre les fonctions du gouvernement; mais le jeudi 19 février, cette chambre étant assemblée pour prendre en considération la dernière clause, " le chancelier, qui avoit
 K " chambre

19. Feb.

* Le 14. Fevr. le Dr. Willis s'apercevant que le roi faisoit des progrès rapides dans sa convalescence, en avertit le Chancelier, et le pressa de voir sa Majesté. Le Chancelier, après avoir consulté le Dr. Warren là-dessus, vit le roi, et ce fut d'après cette visite qu'il fut résolu de différer de passer le *bill* de régence.

“ chambre, que depuis le dernier examen
 “ des médecins sur la santé du roi, sa ma-
 “ jesté ayant eu des symptômes de conva-
 “ lescence, & plusieurs circonstances favor-
 “ ables ayant fait naître ensuite l'espérance
 “ d'un parfait rétablissement, il étoit d'avis
 “ qu'il ne conviendrait pas de procéder à
 “ passer encore le *bill* de la régence sur le
 “ principe qui en faisoit la base; savoir,
 “ l'incapacité du roi d'exercer les fonctions
 “ royales; c'est pourquoi il proposoit de re-
 “ mettre au mardi, 24 du mois, la délibé-
 “ ration de ce jour, afin d'avoir plus de tems
 “ pour juger si leurs espérances étoient fon-
 “ dées, & quelles mesures seroient néces-
 “ saires à prendre.” Lord Stormont s'eten-
 dit sur la joie que tous en général, & lui-
 même en particulier, ne pouvoient manquer
 de ressentir à cette nouvelle, & consentit à
 l'ajournement, supposant que les ministres,
 qui devoient connoître parfaitement l'état
 des choses, étoient juges de la convenance
 de ce retard, dont ils seroient cependant
 responsables un jour. Le duc d'York ex-
 prima sa satisfaction à une nouvelle qu'il
 sembloit apprendre pour la première fois, &
 ajouta

ajouta qu'il ne doutoit point que son frere n'en eût un contentement égal, & même plus grand que le sien, en ce que cet heureux événement le dégageoit de la situation la plus critique & la plus embarrassante.

Pendant cet ajournement, le roi continuoit à se mieux porter, & commençoit à voir la reine et les princesses. Il passa ensuite plusieurs heures à donner des ordres au chef de ses jardins, ou à quelques artistes. Il s'amusa long-tems avec l'astronome de son observatoire de Richmond; il se promena pendant deux heures avec le chevalier Banks, président de la société royale, & s'entretint avec lui sur différens sujets. Il vit une autre fois le chancelier, ensuite le prince de Galles, le duc d'York, M. Pitt, &c. Les médecins avoient obtenu de sa majesté qu'elle ne s'occuperoit pas encore des affaires publiques, & il étoit défendu à ceux qui l'approchoient de lui répondre même, s'il venoit à entamer cette matiere; mais la précaution étoit inutile; le roi sentoit lui-même qu'il devoit attendre que le rétablissement des forces de

son corps lui rendît la vigueur de son esprit pour l'appliquer à l'exercice de ces grands objets. Il parloit de sujets indifférens, mais qui suffisoient pour convaincre que sa raison étoit entiere, et que son corps, n'avoit besoin que d'une augmentation de forces. Les bulletins des médecins confirmoient cette vérité, & toutes ces circonstances firent prendre au ministere le parti d'ajourner une autre fois le parlement. En effet, le 24 février le chancelier informa la chambre haute, que le roi avançant tous les jours dans son rétablissement, & que son état faisant naître les plus grandes espérances qu'il seroit bientôt en parfaite santé, il proposoit, d'après cet espoir, d'ajourner encore la chambre jusqu'au lundi suivant, afin d'être plus en état de voir ce qu'il seroit à propos de faire. Le duc de Norfolk, sans prétendre s'opposer à l'ajournement, demanda quelles étoient les mesures que l'on se proposoit de suivre, & si l'on constateroit le meilleur état de la santé du roi par un nouvel examen des médecins devant le parlement. Le chancelier répondit simplement que, sans être médecin, il pouvoit en pareil cas faire des observations aussi

aussi bien que tout autre ; qu'ayant été appelé à voir sa majesté, il avoit eu occasion plus d'une fois de juger que le roi avoit l'esprit clair & distinct, dans son affiette naturelle, & pouvoit tenir une conversation suivie sur quelque sujet que ce fût. C'étoit tout ce qu'il pouvoit répondre pour le présent aux questions qui lui étoient faites, & il espéroit que l'on voudroit bien s'en contenter.

Pendant que le roi avançoit dans sa convalescence, & que les deux chambres s'ajournoient en Angleterre pour attendre l'heureux événement de son parfait rétablissement, le parlement d'Irlande (dont plusieurs membres avoient été à Londres pendant quelques mois) s'empressoit à nommer le prince de Galles régent, sans restrictions ; & malgré les efforts du vice-roi & de son parti, après avoir, par une adresse, appelé son altesse royale à la régence au milieu de février, sur ce que le vice-roi refusa de transmettre cette adresse en Angleterre, les deux chambres nommerent, le 20, une députation au prince, *savoir* : le duc de Leinster & le lord Charlemont pour

la chambre des pairs, & MM. O'Neil, Connolly, Ponsonby & Stuart pour la chambre des communes ; mais lorsque cette députation arriva à Londres, le roi se portoit si bien qu'il avoit déjà vu le prince de Galles, ses freres, ses enfans, les ministres, quelques-uns des principaux officiers de la couronne, & il paroïssoit devoir en peu de jours reprendre en main les rênes du gouvernement.

La précipitation avec laquelle les chambres du parlement d'Irlande avoient nommé un régent, avant que d'être sûres que le régent fût élu en Angleterre, pouvoit occasionner beaucoup de confusion. Contre le principe fondamental, qui réunit les deux couronnes dans la même personne, l'Irlande se trouvoit avoir transféré l'autorité royale au prince, avant que le *bill* qui se préparoit en Angleterre eût reçu la sanction du parlement. Jusqu'à cette décision, le roi étoit censé remplir les fonctions royales, & l'élection d'un autre à sa place étoit un acte de rebellion. C'étoit la réflexion qu'avoit faite le chancelier d'Irlande dans la chambre des pairs, & le procureur-général dans la chambre

bre des communes ; mais on comptoit si peu sur un retour aussi prochain de la santé du roi, & l'on croyoit si bien que le *bill* de la régence devoit être passé en Angleterre, au moment ou l'on proposoit l'adresse en Irlande, que le zele des amis du prince en ce royaume l'emporta sur la prudence des amis du roi, & l'adresse fut adoptée par une grande majorité.

Comme il n'y avoit pas à craindre que le parlement d'Irlande persistât dans sa résolution, en apprenant l'état de la santé du roi, on ne fit que rire en Angleterre de cette démarche imprudente, & l'on se contenta de lâcher quelques sarcasmes sur la députation, qui venoit chargée d'une absurdité nationale.

L'adresse n'en fut pas moins présentée au prince de Galles, le 27 février. Les députés crurent ne pouvoir se dispenser d'obéir aux ordres de leur parlement, & se jetterent encore dans un nouvel embarras. La réponse de son altesse royale ne fut pas telle que l'on pouvoit s'y attendre dans la situation actuelle. “ Après les avoir remerciés de leur

“ attachement pour la maison de Brunf-
 “ wick, & les avoir loués de leur constante
 “ attention à conserver une harmonie invio-
 “ lable entre les deux nations, le prince leur
 “ répondit que l'heureux changement sur-
 “ venu dans la circonstance, qui avoit donné
 “ lieu à leur adresse, le portoit à différer de
 “ quelques jours à leur donner une réponse
 “ définitive, dans l'espérance où il étoit que
 “ le roi, devant reprendre les rênes du gou-
 “ vernement, il ne lui resteroit qu'à leur ex-
 “ primer les sentimens de reconnoissance &
 “ d'affection qu'il auroit toujours pour la
 “ nation Irlandoise.”*

2. *March.* Le 2 mars, les chambres s'étant affem-
 blées, le chancelier dans la chambre des
 pairs, & M. Pitt dans celle des communes,
 proposerent un nouvel ajournement du parle-
 ment, afin de donner plus de tems au roi de
 fortifier

* Le 11 mars, les députés d'Irlande eurent leur audience de
 congé du prince de Galles; son altesse royale remercia le parle-
 ment d'Irlande de la confiance qu'il lui avoit témoignée; elle les
 exhorta à maintenir l'union & l'harmonie entre les deux roy-
 aumes, ajoutant que l'heureux rétablissement du roi, son pere, le
 dispensoit d'accepter leur offre. Ils partirent le lendemain sans
 avoir vu le roi.

fortifier sa santé, avant que de prendre sur lui le soin important des affaires. L'ajournement fut adopté jusqu'au jeudi suivant, que le chancelier & M. Pitt déclarerent dans les deux chambres que la santé du roi, acquérant tous les jours de nouvelles forces, ils espéroient avoir la satisfaction de leur communiquer, mardi 10 du mois, un message de la part de sa majesté, pour mettre sous leurs yeux la considération des affaires publiques; c'est pourquoi ils proposoient encore d'ajourner le parlement jusqu'au 10 mars, à quoi l'on acquiesça unanimement.

Cependant les gazettes angloises, dévouées à l'opposition, prenoient à tâche d'élever des doutes sur le parfait rétablissement du roi; & les subalternes du parti, moins raisonnables que leurs chefs, fomentoient avec chaleur ce zele indiscret: mais les témoignages respectables d'une foule considérable de personnes distinguées admises à voir sa majesté, parvinrent à étouffer la voix de l'envie, & à procurer un libre cours à la joie universelle que fit éclater une nation loyale pour un roi chéri & respecté. La nuit du 10 mars, époque

10. Mars

époque de la rentrée publique du roi dans le gouvernement des affaires, fut la plus brillante qui ait jamais paru dans une grande capitale. L'illumination fut générale & resplendissante; chacun, à l'envi, cherchant à exprimer sa joie particulière, contribua à former l'ensemble du spectacle le plus éclatant & mieux imaginé qu'aucun pouvoir souverain eût pu l'ordonner.

La reine vint de Kew à Londres *incognito*, avec les princesses ses filles; sa majesté parcourut la ville dans le carrosse d'une de ses dames, & goûta le plaisir inexprimable de juger par elle-même de l'enthousiasme d'un peuple libre pour le plus populaire des rois.

Le jour remarquable qui précéda cette superbe nuit, les deux chambres du parlement s'étant assemblées, le chevalier Molineux vint avertir la chambre des communes que la présence de ses membres étoit requise dans la chambre des pairs pour entendre lire la commission envoyée par sa majesté. Le chancelier, s'adressant alors aux deux chambres, les informa qu'une commission signée
du

du roi, & scellée du grand sceau, autorisoit les personnes qui y étoient designées à leur communiquer les intentions de sa majesté. La commission fut lue; les commissaires étoient l'archevêque de Canterbury, le chancelier, le grand chambellan, le grand maître de la maison, le président du conseil, & les deux secrétaires d'état. Le chancelier lut ensuite un discours tenant lieu de la harangue du roi à son parlement. Il portoit en substance: " Que sa majesté, par la bonté divine, étant parfaitement rétablie, & en état de vaquer aux affaires de ses royaumes, remercioit les deux chambres de l'attachement qu'elles avoient montré pour sa personne, & de l'intérêt quelles avoient témoigné pour l'honneur de sa couronne & la sûreté de son gouvernement.

" Sa majesté les exhortoit à réparer par leur vigilance la perte du tems que son indisposition avoit nécessairement apportée aux affaires.

" Elle les informoit qu'elle avoit fait avec le roi de Prusse un traité d'alliance qui leur

“ leur feroit communiqué; qu'elle avoit
 “ employé ses bons offices pour arrêter les
 “ progrès de la guerre dans le Nord; qu'elle
 “ continueroit à s'occuper de cet objet sa-
 “ lulaire, & qu'en attendant, toutes les
 “ cours de l'Europe s'empressoient à l'af-
 “ surer de leurs dispositions favorables en-
 “ vers ses états.

“ Elle informoit les communes que l'état
 “ des dépenses nécessaires pour l'année
 “ courante feroit mis sous leurs yeux, &
 “ qu'elle ne doutoit point de leur zele à
 “ pourvoir aux différens besoins du service
 “ public.

“ Elle finissoit par assurer les deux cham-
 “ bres qu'elle n'avoit rien plus à cœur que
 “ de les voir exercer leurs efforts mutuels
 “ pour avancer le bien de la nation, & con-
 “ sulter les intérêts d'un peuple fidele, dont
 “ elle recevoit tous les jours de nouveaux
 “ témoignages d'attachement, & dont elle
 “ confidéroit le bonheur comme inséparable
 “ du sien.”

Lord

Lord Chesterfield se leva, & proposa de présenter une adresse au roi, “ de qui l’on
 “ pouvoit dire qu’il vivoit dans le cœur de
 “ ses sujets. Il pria les pairs de jetter pour
 “ un moment les yeux sur la fâcheuse per-
 “ spective qu’ils avoient devant eux quel-
 “ ques mois auparavant, & de les arrêter
 “ ensuite sur celle qui récréoit à présent
 “ l’hémisphère politique; le nuage étoit
 “ dissipé, on appercevoit un brillant hori-
 “ zon. Il félicita la chambre sur l’heureux
 “ succès de leur zèle pour la personne du
 “ roi; il réfléchit sur le regret que devoient
 “ éprouver ceux qui, lui ayant les plus
 “ grandes obligations, avoient abandonné
 “ l’étendard royal, au moment où il avoit le
 “ plus besoin d’être défendu, & conclut par
 “ lire l’adresse qu’il proposoit de présenter à
 “ sa majesté.”

Lord Cathcart seconda la motion de lord
 Chesterfield; “ il fit l’éloge des ministres
 “ qui avoient si bien servi sa majesté dans
 “ des tems si difficiles. Il compara le roy-
 “ aume à un vaisseau battu de la tempête,
 “ ayant perdu son gouvernail, poussé par
 “ des

“ des vents impétueux vers des écueils me-
 “ naçans, mais qui, par l’habileté de pilotes
 “ expérimentés, & la fidélité des matelots,
 “ avoit été sauvé du naufrage & amené
 “ heureusement au port.”

Lord Stanhope, sans prétendre former le
 moindre doute sur le rétablissement du roi,
 proposa que l’on différât de présenter l’adresse,
 jusqu’à ce que l’on eût pris quelques me-
 sures semblables à celles qui avoient été in-
 diquées par le *bill* de régence, pour constater
 le retour de la santé de sa majesté, afin de
 satisfaire à la constitution dans un point de
 cette importance.

Le chancelier répondit qu’il en appelloit
 à ce que le noble lord venoit de déclarer.—
 “ Il n’avoit, disoit-il, aucun doute ; per-
 “ sonne ne formoit de doutes. Quelle autre
 “ évidence la constitution pouvoit-elle exi-
 “ ger ? le parlement avoit agi sur la noto-
 “ riété publique du fait de l’indisposition du
 “ roi, & non sur l’examen des médecins.
 “ Cette notoriété cessant, sa majesté repré-
 “ noit naturellement ses fonctions. Si quel-
 “ qu’un

“ qu'un avoit des doutes, qu'il les déclarât
 “ hautement, ils feroient éclaircis de la ma-
 “ niere la plus ample & la plus authentique ;
 “ mais il feroit indécent à eux de procéder
 “ comme s'ils ne croyoient pas ce qu'ils
 “ favoient eux-mêmes être vrai. Une telle
 “ proposition étoit étrangere à celle qu'ils
 “ avoient en contemplation devant eux, qui
 “ étoit d'exprimer à leur souverain des sen-
 “ timens de joie & de loyauté.” La ques-
 tion de l'adresse fut présentée, & passa una-
 niment.

Lord Hawkesbury demanda ensuite que le
bill de régence fût pris en considération, &
 la chambre s'étant formée en comité sur cet
 objet, il proposa que le *bill* fût rejeté. Sa
 motion fut présentée par le chancelier, & le
bill fut rejeté.

La chambre des communes, en sortant de
 la chambre des pairs, reprit sa séance, & le
 président ayant fait le rapport de la com-
 mission qu'ils avoient entendu lire, lord
 Gower fit la motion de présenter une adresse
 au roi, “ tendant à remercier sa majesté de
 “ la

“ la communication qu'elle avoit faite à son
 “ parlement; à lui exprimer leurs senti-
 “ mens de joie & leur congratulation sur
 “ son heureux rétablissement; à l'assurer de
 “ leur zele & fidélité, de leurs efforts à
 “ maintenir toujours l'honneur de sa cou-
 “ ronne, & à seconder ses bonnes intentions
 “ pour le bonheur de ses peuples.” Il est
 d'usage que l'adresse de remerciement soit
 calquée sur les termes du discours du roi,
 dont elle devient alors une approbation ex-
 plicite, en sorte qu'il est inutile de la rap-
 porter toute entière ici. M. York seconda
 la motion du lord Gower, & s'étendit aussi
 sur les louanges du premier ministre.

M. Fox se leva, non pour objecter, dit-il,
 à l'adresse proposée, “ mais pour censurer
 “ M. York, qui, sans nécessité, sembloit
 “ avoir eu dessein de troubler la satisfaction
 “ générale du jour, en introduisant l'éloge
 “ du ministre, dans la vue de blâmer, par
 “ cette voie indirecte, la conduite de ses an-
 “ tagonistes. Il convenoit que l'adresse de-
 “ voit passer unanimement, mais il ne pou-
 “ voit souffrir que ceux qui, n'étant pas de
 “ l'avis

“ l'avis de l'administration, se croyoient
 “ obligés d'opposer leurs mesures, dussent
 “ pour cela être accusés de manquer de
 “ loyauté au roi.” Il conclut par dire qu'il
 donnoit son suffrage à l'adresse.

Lord Graham proposa ensuite de présenter
 une adresse à la reine pour la féliciter sur
 l'heureux événement du retour de la santé
 du roi, & lui exprimer le sentiment que les
 fideles sujets du roi avoient des excellentes
 qualités & des grandes vertus de sa majesté.
 M. Fox dit qu'il n'avoit d'autre objection à
 cette adresse que celle de lui paroître inutile:
 si elle se faisoit, il ne voyoit pas pourquoi on
 n'en présenteroit pas aussi une au prince de
 Galles sous le même point de vue.

M. Pitt dit qu'il existoit plusieurs exem-
 ples d'adresses présentées, semblables à celle
 qui étoit proposée pour la reine; mais qu'il
 n'y en avoit aucun que l'on eût présenté, en
 pareil cas, des adresses aux autres branches
 de la famille royale; autrement il ne voyoit
 en effet aucune raison pour ne pas faire le

L

même

même compliment au prince. L'adresse pour la reine fut ensuite proposée & adoptée*.

Le lendemain, le roi reçut à Kew tous les ministres étrangers, qui parurent extrêmement satisfaits, & prirent une part sincère à la joie publique.

Sa majesté avoit déjà commencé à s'occuper des affaires intérieures du royaume & des intérêts politiques de l'Europe. Elle donna ensuite son attention à nommer aux emplois qui avoient vaqué pendant un interrègne de quatre mois & demi. Dans le petit nombre de changemens qu'elle fit dans sa cour, elle eut plus égard à récompenser le zèle des uns qu'à sévir contre l'ingratitude des autres†. Quelques-uns de ces derniers, se rendant justice, s'exécuterent d'eux-mêmes en résignant

* La même résolution avoit passé dans la chambre des pairs.

† Ceux que ce reproche sembloit regarder s'en excusoient en disant: que leur conduite avoit tendu à défendre les droits de la Couronne, en les transmettant dans toute leur plénitude à l'héritier légitime.

nant leurs places. Il y eut peu de mécontents dans une circonstance qui faisoit le bonheur de plusieurs millions d'hommes, & tout rentra bientôt dans l'ordre accoutumé.

Telle fut l'issue de la situation la plus critique dans laquelle pût se trouver un grand empire. Il seroit difficile d'imaginer une circonstance qui rassemblât plus de difficultés.

La retraite de Jacques II en 1688 avoit, à la vérité, mis l'Angleterre dans un très-grand embarras; mais on s'en étoit tiré en traitant sa fuite d'abdication, qui laissoit le trône vacant. La première convention remplaça sur le-champ ce vide, en s'adressant au prince d'Orange, pour le prier de prendre sur lui l'administration des affaires civiles & militaires, & il fut élu roi, six semaines après, par la seconde convention en sorte que le corps politique ne fut que quelques jours sans chef. Au contraire, en cette occasion on avoit non seulement à pourvoir au défaut du pouvoir exécutif, mais on desiroit le faire de manière à ne pas déposséder entièrement le

roi. Cela n'étoit pas facile, & la nation se trouva divisée sur les moyens à prendre. Ce fut alors que l'on put sentir combien il est essentiel d'avoir une constitution déterminée dans un grand état. Cette division d'opinions & d'intérêts, où régna beaucoup de chaleur, n'obligea pas à recourir à d'autres armes que celles des raisonnemens. Pendant quatre mois & demi d'interregne, les débats occasionnés par les grandes questions qui furent agitées, consommèrent heureusement tout le tems nécessaire pour procurer le retour de la santé du roi; & pendant ce tems-là, le crédit national se soutint constamment le même; les tribunaux rendirent ouvertement la justice; les ministres régloient les affaires de leurs départemens; & chaque parti, en s'appuyant de son interprétation de la constitution, lui rendoit hautement hommage, & craignoit de paroître la trahir aux yeux de la nation.

On a remarqué dans le cours de ces débats, que, quoique l'on parût se disputer le gouvernement avec la plus grande vivacité, cependant l'intérêt direct du roi fut toujours respecté,

respecté, du moins en apparence. On convenoit des deux côtés que le soin de la personne sacrée de sa majesté devoit être confié à tout autre pouvoir qu'à celui du régent, afin qu'à son rétablissement il pût aisément reprendre ses fonctions : on étoit d'accord sur le fond ; mais les moyens proposés de part & d'autre tendoient à lui procurer plus ou moins de facilité pour cet objet. Dans un gouvernement qui n'eût pas été étayé de l'excellente constitution qui soutient celui de la Grande-Bretagne, il eût été presque impossible d'assurer au souverain la reprise de possession du trône ; celui, ou ceux, qui eussent été maîtres de l'autorité, eussent pu retarder la rentrée du roi dans l'administration des affaires, ou l'en écarter pour toujours. En Angleterre, outre que cela paroïssoit éloigné de l'intention de ceux qui opinoient pour une régence absolue, la nation entière eût maintenu les droits du roi ; & quand elle en appelle à sa constitution, il n'est aucun pouvoir qui ose s'opposer à ses réclamations.

F I N.

TABLE des principaux Sujets et Discours dans
les deux Chambres du PARLEMENT.

Abingdon (Lord), 76.

Burke (Mr.), 39, 67, 68.

Camden (Lord), 40, 53, 75, 100, 110.

Chancelier (Le), 41, 55, 82, 101, 102.

Dempster (Mr.), 65.

Fox (Mr.), 32, 33, 37, 38, 45, 63, 67, 71,
144.

Fitzwilliam (Lord), 53.

Fitzpatrick (Le Colonel), 63.

Hawkebury (Lord), 75, 109, 143.

Lansdowne (Lord), 80, 81.

Loughborough (Lord), 40, 82.

Marriage du Prince de Galles, 97, 104, 114.

North (Lord), 57, 69.

Ouverture du Parlement en forme, 138.

Pitt (Mr.), 12, 14, 34, 38, 39, 49, 52, 56,
60, 62, 66, 75, 93, 113.

Prince

Prince de Galles, 6, 7, 15, 19, 29, 32, 33,
131, 133, 135.

President de la Chambre des Communes (Le), 12,
88, 89.

Question du droit du Prince de Galles, 36 à
44, 46 à 48, 50, 51, 52, 80.

Rawdon (Lord), 77.

Régence (La), 27, 97, 115, en Irlande 134.

Reine (La), 66, 90, 91, 93, 97, 101.

Richmond (Le duc de), 84.

Rolle (Mr.), 97, 114.

Sheridan (Mr.), 95, 114.

Scott (Le Chevalier), 68, 96.

St. Clair (Le Chevalier), 63.

Stormont (Lord), 45, 79, 130.

York (Le duc d'), 53, 109.

REMARQUE NECESSAIRE.

JE dois me justifier ici de l'imputation qui m'a été faite d'avoir écrit l'histoire de cet événement, sans y avoir été appelé, dit-on, par aucune situation, qui exigeat de moi de mettre en avant mon opinion ; qu'au contraire, ayant l'honneur d'être lié avec plusieurs personnes considérables des deux partis, je devois demeurer neutre, et ne pas me jeter sans nécessité dans la mêlée.

On ignoroit, sans doute, en me faisant ce reproche, que j'étois Historiographe du Roi, et que, comme tel, l'histoire de l'événement le plus remarquable de son regne me regardoit plus que personne. En pretant le serment de ma place, je me suis engagé solennellement à ne point négliger, par un coupable silence, les moyens de témoigner mon

M

zele

zèle pour le service de sa Majesté. Quand devois-je jamais avoir une occasion de remplir ce devoir, si ce n'étoit en celle ci ? D'autant plus que la position, où je me trouvois, relativement aux deux partis, me mettoit, plus que tout autre, dans le cas d'écrire avec exactitude et avec connoissance de cause. Je l'ai fait d'ailleurs avec une impartialité, qui a tellement frappé ceux qu'une simple exposition des faits paroît inculper, que plusieurs m'ont sçu bon gré de la modération de mon stile, et le plus grand reproche, qu'ils aient pu me faire, a été qu'il paroïssoit que j'avois une opinion ; d'autres m'ont remercié de n'en avoir pas dit d'avantage ; et si je pouvois nommer ceux auxquels je fais allusion ici, on conviendrait que par le rang, l'esprit et les talents, leur témoignage est certainement d'un grand poids.

J'ai porté cet esprit de modération au point de m'attirer le reproche d'avoir trop ménagé

ceux

ceux dont la conduite et les efforts tendoient à éloigner le retour du roi au trône, ou du moins à le rendre extrêmement difficile, et j'avoue que le profond respect, dû à un très grand personnage, m'a porté à taire des choses qui pourront s'écrire dans un autre siècle.

Je me flatte d'avoir prouvé que j'ai agi selon le devoir de ma place, celui d'un bon sujet, d'un historien fidèle et d'un homme honnête; et, dans cette confiance, j'ajouterai, quoique l'on puisse en penser, ou en dire, que :

Je le ferois encor, si j'avois à le faire.

CORNEILLE,



ceux dont le conduit et les efforts tendent
à éloigner le retour du roi au trône, ou du
moins à le rendre extrêmement difficile, et
à rendre plus le projet respect, ou à un très
grand inconvénient, en a porté à faire des choses
qui pourraient échoir dans un autre siècle.

Je me hâte, j'ai vu prouvé que j'ai agi
selon le devoir de ma place, celui d'un bon
citoyen, d'un bon homme
honnête; et dans cette conscience, j'ajouterai
quelque fois que l'on puisse en penser, ou en dire.

Je le fais avec le même cœur et la même

Conscience.

